

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA PROPRIÉTÉ DES MINES

DANS SES RAPPORTS

AVEC CELLE DE LA SURFACE ET DE LEUR USUFRUIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le jeudi 23 février 1899, à 10 heures

PAR

PIERRE PÉCHAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

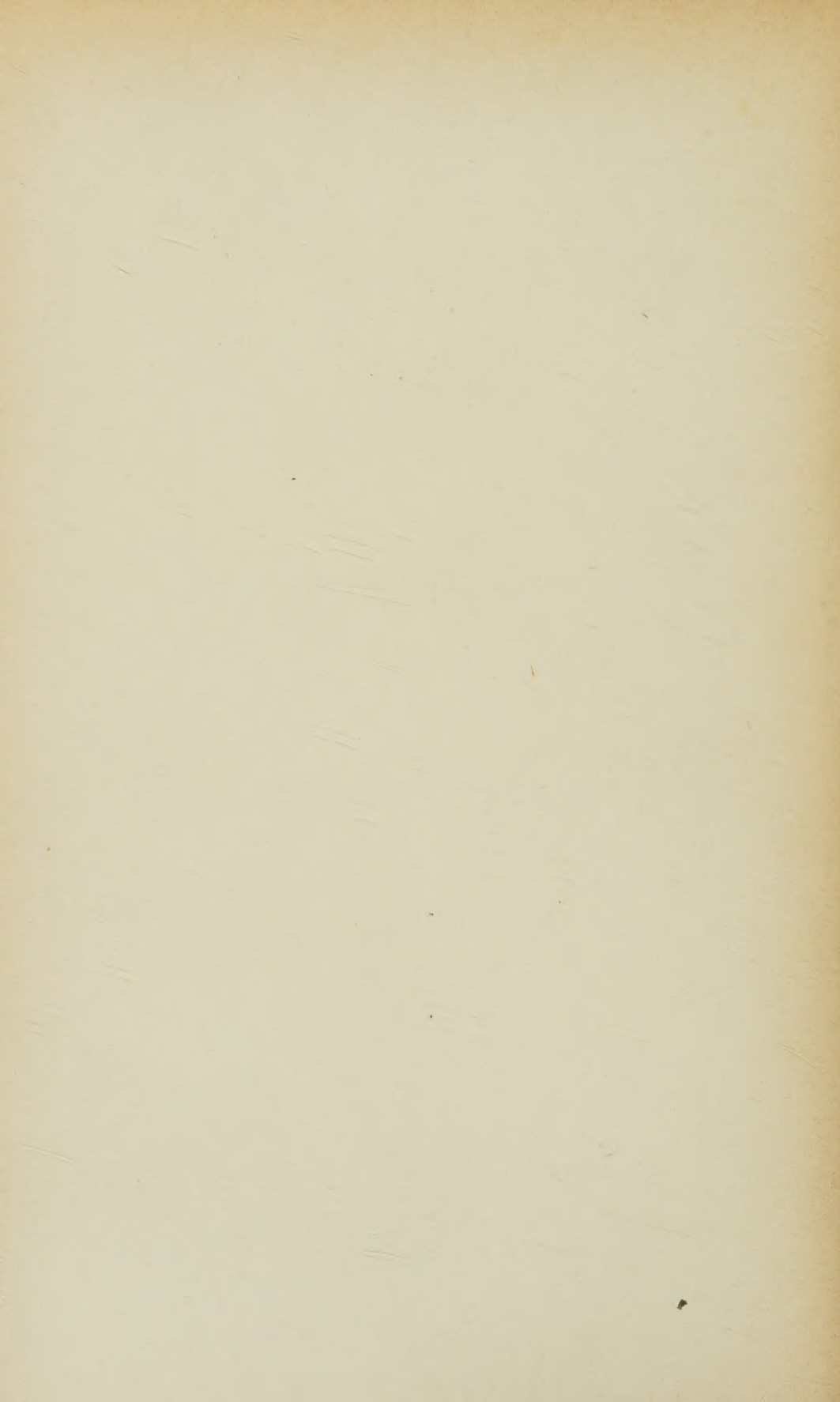
ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899



Digitized by the Internet Archive
in 2026



THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE
LA PROPRIÉTÉ DES MINES

DANS SES RAPPORTS
AVEC CELLE DE LA SURFACE ET DE LEUR USUFRUIT

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le jeudi 23 février 1899, à 10 heures

PAR

PIERRE PÉCHAUD

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. BOISTEL.

*Suffragants : { MM. MASSIGLI, } professeurs.
 { SALEILLES, }*

PARIS

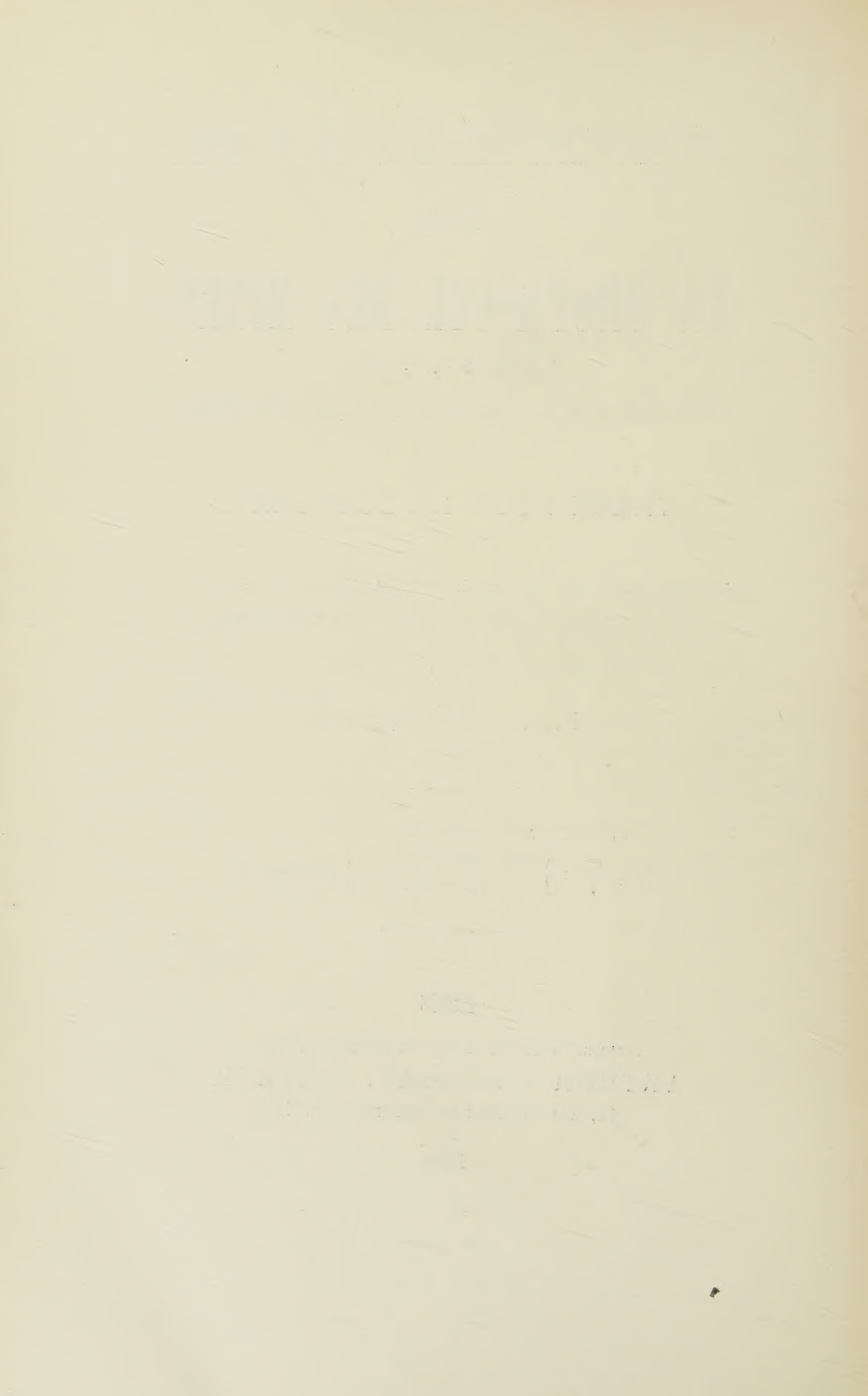
LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899





DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES

DANS SES RAPPORTS

AVEC CELLE DE LA SURFACE ET DE LEUR USUFRUIT

PRÉFACE

Le but de ce travail est de mettre en lumière les rapports entre le droit commun et les règles civiles appliquées à la propriété des mines. Quelles ressemblances, quelles différences peut-on relever entre les deux législations ? C'est ce que nous avons voulu rechercher.

La raison des unes et des autres serait restée obscure, si nous n'avions pris soin de déterminer d'abord quelle est la fonction sociale des mines. Voilà pourquoi le premier chapitre a été consacré à l'examen de cette question préliminaire.

Après, nous nous sommes demandé si, dans l'attribution de la propriété, le Code s'était borné à faire appel aux principes généraux. De là, le second chapitre sur le fondement de la propriété minière.

Il restait à rechercher comment et dans quelle mesure le droit commun s'applique au propriétaire une

fois fixé, et c'est ce que nous nous sommes attaché à préciser dans les autres chapitres : dans le chapitre III consacré à la propriété des mines et à ses démembrements autres que l'usufruit, dans le chapitre IV relatif à l'usufruit des mines au profit d'une personne ordinaire, dans le chapitre V dont l'objet est l'usufruit des mines au profit du mari chef de la communauté conjugale, dans le chapitre VI, portant sur l'usufruit des obligations et actions des sociétés minières, dans le chapitre VII où l'on trouvera résumées les principales dérogations, en matière minière, au droit commun de la perpétuité et de la transmissibilité de la propriété.

Notre étude embrasse, comme on voit, un sujet ample et à aspects variés. Aussi n'avons-nous eu garde de ne pas nous perdre dans les détails. C'est un travail de généralisation que nous avons voulu faire.

Et ce travail de généralisation, nous ne l'avons pas étendu à tous les aspects du problème minier. Nous excluons systématiquement tout ce qui se rattache au droit industriel, au droit public ou administratif et nous nous tenons au côté purement civil de la législation des mines.

CHAPITRE PREMIER

LE ROLE SOCIAL DES MINES.

SOMMAIRE. — Causes générales de la différence entre la législation des mines et la législation de la propriété ordinaire. — § 1. Utilité des mines. — Distinction de trois catégories de mines : — α) mines de matériaux, de construction, de fabrication, d'engrais, etc. — β) mines de métaux, — γ) mines de houille.
§ 2. — Difficultés d'exploitation des mines.

Pour comprendre les points communs et surtout les différences progressivement admises entre la propriété ordinaire et la propriété des mines, il est nécessaire de préciser les caractères généraux des substances minérales, l'utilité particulière qu'elles présentent, les difficultés auxquelles se heurte leur exploitation rationnelle. Ce sont, en effet, ces circonstances qui donnent la clef de la plupart des dérogations au droit commun admises en notre matière. Ces indications nous aideront du reste à déterminer l'importance des intérêts qu'elle met en jeu.

Nous pourrons ainsi constater qu'à bien des points de vue, le problème minier réunit tous les traits d'un problème vraiment social. De sa solution dépend, par cer-

tains côtés du moins, comme on verra, la prospérité économique du pays.

Recherchons donc, au seuil de cette étude, le rôle des mines, *lato sensu*, et les différences logiques et pratiques qui séparent leurs modes d'exploitation des modes d'exploitation de la propriété ordinaire.

Deux idées nous paraissent dominer le sujet.

D'abord l'utilité des nombreuses substances minérales est de premier ordre pour le bon fonctionnement de la société.

Ensuite l'extraction de ces substances donne lieu à des risques tout spéciaux.

Nous devons insister successivement sur chacune de ces propositions qui, seules, peuvent rendre compte de la différence partielle établie entre la propriété minière et la propriété foncière du droit commun.

§ 1. — Utilité des mines.

Elle varie avec la nature des substances minérales. Certaines sont plus indispensables aux besoins de la vie sociale que d'autres.

Elle varie aussi avec l'abondance de celles-ci. La perspective d'un épuisement rapide et rapproché se présente pour les unes et pas pour les autres.

La question est donc compliquée. Voici comment on pourrait néanmoins classer les mines d'après leur ordre d'utilité croissante et en se plaçant à l'époque actuelle.

D'abord ce seraient les mines qui fournissent des

matériaux de construction, de fabrication, d'alimentation ou d'éclairage. Puis viendraient les mines de métaux. Enfin les mines de houille.

1^{re} catégorie de mines. — Les matières extraites de la première catégorie servent tantôt, comme les pierres, le marbre, à construire des édifices ; tantôt, comme l'argile, à fabriquer des objets permettant une satisfaction plus complète des besoins de l'homme ; tantôt, comme la chaux, les phosphates, à transformer par des amendements ou à enrichir par des engrais, la terre cultivée ; tantôt, comme les eaux minérales, le sel, à l'alimentation ou, comme le pétrole, à l'éclairage.

Cette simple énumération, évidemment incomplète, suffit à prouver l'importance déjà fort grande de ces mines, du moins dans la période où nous vivons. Elles n'ont pas en effet toujours joué un rôle aussi notable et ce n'est que par des progrès successifs qu'on apprit à les utiliser. Au début des sociétés, à cet âge que les archéologues ont appelé l'âge de la pierre, cette substance seule était employée et encore ne servait-elle qu'à faire des armes rudimentaires. Le développement de son usage est contemporain de la période bien postérieure où l'on commença à faire des travaux ou des constructions en pierre. La même remarque s'applique aux carrières qui fournissent des terres industrielles. Leur essor date du jour où l'homme prit l'habitude des ustensiles de poterie, et où naquit la céramique. Quant aux mines d'où s'extrait des matériaux fertilisants,

leur utilisation est encore plus récente. Ce n'est guère avant le milieu de notre siècle, que la théorie des engrais ou des amendements a été scientifiquement établie et qu'on a appris à s'en servir rationnellement pour accroître le rendement du sol ou pour prévenir son épuisement. Restent les eaux minérales, le sel, le pétrole. Ici encore, et surtout pour cette dernière substance, l'extension de leur emploi marche de pair avec le développement de la civilisation, c'est-à-dire des besoins et des connaissances.

2^e catégorie de mines. — Les métaux. — La découverte des métaux est postérieure à celle des matériaux de construction. Historiquement l'âge de bronze et l'âge de fer succèdent à l'âge de la pierre et marquent sur celui-ci un immense progrès. Il n'y a pas lieu d'insister ici. Contentons-nous de noter encore combien furent longues et nombreuses les étapes par lesquelles passa l'humanité avant de tirer des métaux toute l'utilité qu'ils renfermaient.

Au début, ils servent à fabriquer quelques armements ou quelques fétiches.

Puis, quand le produit des mines s'accroît, on l'emploie à satisfaire des besoins plus immédiats. On construit des armes et des engins de travail.

Plus tard, après avoir été longtemps les auxiliaires des besoins esthétiques ou des besoins de défense, les métaux permettent un jour de parer aux besoins d'échange. C'est qu'en effet, sous l'influence de la division

du travail et du progrès de l'activité économique, les hommes se voient contraints, en vue de faciliter les transactions, de choisir une marchandise de valeur assez fixe et uniforme pour être admise par tous, de matière assez divisible pour permettre les achats en détail ou les paiements par soulte, et qu'alors, à la fonction primitive des métaux s'ajoute une fonction nouvelle : ils servent d'échange.

Enfin les progrès actuels du machinisme et de l'électricité font du fer et du cuivre des métaux à peu près indispensables, et si, pour terminer, nous citons encore le diamant, on conviendra que les mines où est renfermée cette matière précieuse, loin de perdre leur utilité, l'ont plutôt infiniment vu croître dans un temps où le vent de la démocratie, c'est-à-dire de « l'envie » d'après Proudhon ou, suivant nous, du désir de l'égalité en tout et même dans le luxe, a commencé à souffler sur la société. A tous points de vue, l'importance des mines de métaux a donc grandi.

3^e catégorie de mines. — Les mines de houille. — Pour elles, il suffit de dire qu'elles servent à créer la vapeur, et que c'est de la houille qu'on retire le gaz d'éclairage pour que leur utilité soit vite démontrée.

Nous arrivons maintenant à notre autre proposition. Non seulement les mines offrent une grande importance pour la société, mais elles sont d'une exploitation difficile. Il n'est pas aisé, dans la gestion de cette branche de la fortune publique, de respecter et de concilier les

divers intérêts en présence. C'est sur ce point que nous désirons présenter maintenant quelques observations.

§ 2. — Difficultés de l'exploitation des mines.

Les exigences d'une exploitation rationnelle de la propriété minière sont plus nombreuses et plus difficiles à réunir que celles de la propriété ordinaire. D'abord, on est tenu à des dépenses considérables nécessitées soit par le creusement et le revêtement des puits et des galeries, soit par la construction de routes souterraines, soit par l'achat des machines d'épuisement, d'ascenseurs, de wagonnets, etc.

Or, malgré toutes ces dépenses, la société doit posséder à sa portée et à un prix qui ne soit pas excessif tous les approvisionnements de métaux ou de houille nécessaires aux besoins de la vie collective. De là, la nécessité d'assurer une exploitation minière aussi continue et aussi économique que possible. Cette exigence est accrue par le caractère des substances minérales qui s'épuisent au fur et à mesure qu'on les extrait, à tel point qu'en prenant pour base les extractions actuelles, on a calculé que l'Europe ne possédera plus dans cent ans de minerai de fer, et dans deux cents ans de minerai de houille (Vicomte d'Avenel, *Le mécanisme de la vie moderne*, t. I, p. 97).

Mais, il ne faut pas que sous prétexte de servir les intérêts des consommateurs le propriétaire des mines porte atteinte aux droits des particuliers qu'il emploie

ou dont le domaine touche la mine. De là la nécessité de prévenir les dangers de l'extraction, de punir les abus d'autorité vis-à-vis des ouvriers, de régler les conflits avec les propriétaires voisins, en un mot d'assurer la prévoyance dans l'exploitation.

Comment parer à ce double besoin ? Devait-on se borner à appliquer ici le droit commun de la propriété ? Pouvait-on espérer que les règles ordinaires fussent suffisantes au maintien des coutumes les plus conformes aux exigences de la pratique et de l'équité ? Le propriétaire privé sera-t-il assez riche pour exploiter d'une manière continue, assez capable pour exploiter d'une manière économique, assez prévoyant pour entourer son entreprise des conditions nécessaires à sa sécurité ? N'y a-t-il pas lieu de tenir compte soit de la diversité de nature entre les substances minérales, soit de la diversité des milieux sociaux ? Les premières, comme les secondes, n'exercent-elles pas une influence sur le parti auquel doit se ranger le législateur ? Voilà un aperçu des questions aussi spéciales que délicates, soulevées par notre sujet.

En résumé, l'utilité toute particulière de certaines mines, les difficultés auxquelles se heurte leur exploitation : telles sont les deux raisons qui expliquent les exceptions apportées, en matière de mines, au droit commun de la propriété.

Ces exceptions sont assez nombreuses. Nous laissons de côté, puisque nous écrivons une thèse de droit

civil, celles qui se rattachent au droit administratif et au droit industriel. Notre tâche se réduira donc aux aspects purement civils du problème (1).

(1) Pour la bibliographie du sujet, voir *Mines* (tome 27 paru en 1898 du *Répertoire général alphabétique du droit français* fondé par Fuzier-Herman, continué par Carpentier et Frèrejouan du Saint.

CHAPITRE II

LE FONDEMENT DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE.

SOMMAIRE. — § 1. — Le premier des quatre systèmes possibles, la mine au propriétaire de la surface ou système de l'accession.

§ 2. — Le second système : la mine à l'inventeur, ou système de l'occupation.

§ 3. — Le troisième système : la mine à l'Etat ou système domanial.

§ 4. — Le quatrième système : la mine à la personne désignée par l'administration, ou système des concessions régaliennes.

§ 5. — Le système consacré par la législation française. — Nos lois minières jusqu'à la Révolution. — La loi de 1791. — Le Code civil. — La loi de 1810.

Les principaux caractères distinctifs des substances minérales se résument, comme on sait, en ce qu'elles sont indispensables à la vie économique, se trouvent en quantité limitée et ne se renouvellent pas. L'industrie extractive se distingue donc complètement de l'agriculture et de l'industrie manufacturière qui peuvent au contraire reproduire avec plus ou moins d'efforts et de succès les mêmes objets.

Ces différences sur lesquelles nous nous sommes étendu expliquent les diverses solutions données par les théoriciens ou les législateurs à la question de savoir « qui doit être titulaire de la propriété minière ».

L'exploitation doit appartenir au propriétaire de la surface, disent les partisans du système de l'accession.

Suivant les autres, au contraire, l'exploitation ne saurait être continue, économique et prévoyante si on applique à la mine les principes du droit commun. Mais puisque la propriété de la mine est enlevée au superficiaire, à qui sera-t-elle attribuée ? Sera-ce à l'inventeur, comme le réclament les partisans du système de l'occupation ? Sera-ce à l'État, comme le voudraient les défenseurs de la domanialité et notamment les collectivistes ? Sera-ce à la personne désignée par l'État, conformément à la doctrine des concessions régaliennes ? Toutes ces conceptions ont, suivant les pays et les moments, passé dans la pratique. Aussi, allons-nous en exposer le fondement. Cette description préalable, que nous ferons aussi succincte que possible, nous paraît indispensable à l'intelligence du système consacré par notre droit civil.

§ 1. — La mine au superficiaire : l'accession.

Cette doctrine consiste à appliquer à la mine le droit commun de la propriété. Le propriétaire de la surface est, d'après l'article 552 du Code civil, propriétaire du dessous. Or, pourquoi distinguer entre la nature des molécules qui composent le tréfonds ? On n'aperçoit pas de raison d'admettre une différence entre les substances ordinaires et les substances minérales. Elles doivent toutes obéir aux mêmes principes. Le maître

d'une terre sera donc, dans ce système, libre d'en extraire toutes les matières qu'il lui plaira.

Quels arguments peut-on invoquer en faveur de la doctrine de l'accession ? Ils se présentent à nous sous un double aspect : l'aspect juridique et l'aspect économique. Au point de vue juridique d'abord, on observe que les mines font partie du terrain même, en constituent l'accessoire. Or *accessorium sequitur principale*. Le propriétaire du principal (la surface), doit être propriétaire de l'accessoire (le tréfonds). Cette solution, dit-on, n'est pas seulement en harmonie avec les principes généraux du droit, elle répond encore aux exigences de l'utilité collective. Un des meilleurs moyens d'assurer la prospérité des exploitations minières, c'est de la rattacher à des dépendances rurales ou forestières. L'alliance du travail agricole au travail minier prévient en effet le chômage, permet au patron de fournir à son personnel un travail continu. Lorsque l'industrie minière traverse une crise, les ouvriers de la mine sont employés sur la surface, et à l'inverse, pendant les périodes de morte saison, les ouvriers agricoles sont occupés à l'extraction. A cet avantage de la permanence des engagements s'en joint un autre non moins appréciable : le patron qui possède des terres cultivées ou des bois, peut aisément fournir aux ouvriers de la superficie le combustible minéral, aux ouvriers du dessous les subventions en nature qui parent aux insuffisances du salaire en argent. De plus, la condition favorable faite de

la sorte aux travailleurs manuels, bénéficie indirectement à l'employeur. Aidé par un personnel que la continuité et l'abondance de la rémunération attachent à l'entreprise, il est menacé moins gravement de la double éventualité des grèves et des crises de surproduction. La propriété de la surface et celle du tréfonds forment comme deux vases communiquants entre lesquels existe un courant d'échanges incessants qui assure la conservation d'un juste équilibre et comble avec le trop plein de l'un les déficits de l'autre.

Le chef des physiocrates, Quesnay, se plaçait sur un terrain économique un peu différent. Voyant dans la terre la source de tout revenu net, de toute matière utile nouvelle, et dans la richesse une utilité à base surtout matérielle, il rejetait sur les propriétaires fonciers toutes les charges fiscales. Il était naturel, à titre de compensation, qu'il donnât à la propriété toute l'extension dont elle est susceptible. Voilà pourquoi il était partisan du système de l'accession.

A titre subsidiaire, on peut ajouter que la réunion de la superficie et de la mine entre les mêmes mains pousse les propriétaires à faire des fouilles dans leur sol, et développe ainsi l'esprit d'entreprise chez les classes rurales. Grâce à ce système enfin l'État est dispensé de tout un ensemble de fonctions assez délicates à remplir et qui s'imposeraient à lui si on rejetait l'accession. Les pouvoirs publics sont affranchis du soin de gérer ou de choisir les personnes qui doivent gérer les mines.

En résumé, conformité avec les principes du droit, stabilité du personnel et abondance des subventions en nature, encouragements à l'esprit d'entreprise, simplicité pratique : tels sont les avantages du système de l'accession.

Il fut consacré par le droit romain primitif. Il triompha assez généralement en Angleterre, aux États-Unis et en Russie pour les domaines soumis à une appropriation privée (1). Il est soutenu par Merlin (*Questions de droit*, V^o *Mines*, § 1) ; Quesnay, Dunoyer (*Liberté du travail*, t. II, p. 163) ; de Récy (*La propriété des mines* dans la *Revue des Deux-Mondes* du 15 décembre 1889).

Pourquoi n'est-il pas admis partout ? Les objections par lesquelles on a l'habitude de le combattre sont de nature et surtout de valeur fort diverses. Les plus fortes reposent sur des raisons d'ordre pratique. Cependant on invoque aussi des raisons d'ordre théorique utiles à connaître. Voici d'abord les premières qui nous paraissent, à la vérité, les plus convaincantes.

L'exploitation des mines, dit-on, si elle est remise aux soins du superficiaire risque d'être entravée, interrompue, irrationnelle. Elle peut être irrationnelle, car il arrive souvent que le propriétaire n'a ni les capacités, ni les capitaux nécessaires à l'extraction rapide et économique des substances minérales. Et alors, que se

(1) Pour les détails, voir : Aguillon, *Législation des mines*, t. III, consacré aux législations étrangères. Pour le droit romain, voir Marquardt, *L'organisation financière des Romains*, trad. Vigé, p. 317.

passera-t-il ? Pauvre ou ignorant, le superficiaire abandonnera le gisement, la société sera alors privée de matières peut-être indispensables à son bon fonctionnement ; et s'il ne l'abandonne pas, il le soumettra à une exploitation imprévoyante, dévastatrice, et c'est encore ici le public qui portera la peine d'une faute qu'il n'a pas commise : il sera condamné à payer un prix excessif au cas où les extractions se restreindraient trop ; à laisser partir pour l'étranger ce qui excède ses besoins au cas où les extractions se développeraient à l'excès.

Mais, dira-t-on, le propriétaire peut être riche et capable. Soit. Admettons cette hypothèse. Le système de l'accession cesse-t-il d'offrir des inconvénients ? Non. Rien ne prouve en effet que le superficiaire usera de son intelligence ou de sa fortune pour mettre à la disposition de la société les substances minérales ; quoique pourvu de capitaux et d'instruction, il peut être négligent.

Irrationnelle, intermittente, l'exploitation sera, souvent encore, entravée par l'étroitesse même des dimensions de la superficie (1). Le propriétaire d'un terrain ne peut, d'une façon commode, se livrer aux travaux d'extraction que sur les gisements s'étendant sous son domaine. Et même alors cette liberté ne lui sera pas toujours accordée, car souvent le gisement contenu

(1) Cauwès, *Economie politique*, 3^e éd., t. I, n^o 338.

dans le tréfonds de la propriété pour être convenablement aménagé, doit être attaqué sur des points éloignés du domaine. Ainsi, dans ce système, deux sortes d'obstacles se dressent devant le superficiaire même riche, capable et actif. D'une part, il est réduit à n'exploiter que les portions du gîte faisant partie de son terrain : dès qu'elles en sortent, elles échappent à sa prise ; d'autre part il ne lui est permis d'exploiter rationnellement les portions du gîte faisant partie de son terrain que si le point par lequel il convient d'attaquer la mine se trouve sur sa propriété. Dans le cas contraire, le superficiaire pourra sans doute se livrer à des travaux d'extraction et creuser les affleurements de gîtes qui paraissent sur son domaine, mais il rendra ainsi impossible l'utilisation des gisements voisins et amènera le gaspillage des minerais.

Pour remédier à cet inconvénient, Dunoyer et de Récy proposent de grouper les superficiaires en association syndicale. Mais alors, que de difficultés pour partager les produits de la mine !

Ces inconvénients de l'accession expliquent pourquoi le système ne triomphe que dans les pays où les fortunes et les propriétés sont concentrées. Les propriétaires, étant riches, réuniront le plus souvent les conditions de prévoyance et de science requises pour le succès de l'entreprise ; ou tout au moins ils sauront trouver des salariés compétents. Et de même, les propriétés étant concentrées, l'inconvénient résultant de la gêne pro-

duite par l'enchevêtrement et le morcellement des propriétés ne se produira pas. Voilà pourquoi l'Angleterre, les États-Unis, le Canada consacrent ce système de l'occupation et pourquoi les autres pays l'écartent.

Chez nous, comme nous le verrons bientôt, il s'applique aux carrières et aux minières. Sans doute, les carrières et les minières sont à ciel ouvert et les facilités d'exploitation qui résultent de cet état de choses pourraient, suivant certains, donner naissance à des abus : les gisements risqueraient d'être bien vite épuisés. La réponse à cette objection au système de l'accession consiste à remarquer que les substances renfermées dans les carrières ne sont pas assez recherchées pour que le danger d'un épuisement prématuré soit sérieusement à craindre.

Nous avons ainsi mis en lumière les inconvénients pratiques de l'accession. Les objections théoriques qu'il nous reste à exposer sont des plus connues. L'accession repose sur l'idée que le tréfonds est un accessoire de la surface. Or, dit-on, cette affirmation est inexacte. Le tréfonds constitue ici une propriété distincte physiquement et chimiquement, il diffère de la surface, comme la houille, le minerai de fer diffèrent de la terre végétale. Or, la législation doit refléter la réalité : à des différences naturelles doivent correspondre des différences juridiques. Le droit sur la superficie se distingue par conséquent du droit sur le dessous. S'en distinguant, il ne l'absorbe donc pas. La question de

savoir qui sera propriétaire du tréfonds reste dès lors entière. Comment la trancher ? Les partisans de l'accession disent que ce doit être en faveur du superficiaire. Examinons, continue-t-on, la valeur des motifs par lesquels on prétend justifier cette préférence et qui ne peuvent être que le travail ou l'occupation. Invoquera-t-on d'abord le travail pour légitimer la propriété du maître de la surface ? Cette argumentation ne serait pas sérieuse. Fera-t-on appel du moins à cette forme indirecte et inférieure du travail, l'occupation ? Mais pour qu'on puisse parler d'occupation, il faut du moins qu'elle ait été effective, qu'elle se soit traduite par des recherches, des fouilles efficaces. Or, qui ne voit que l'occupation ainsi comprise équivaut à un titre nouveau, à un titre autre que celui de propriétaire du dessous. Si c'est ainsi en effet qu'on entend l'occupation, ce n'est pas à titre d'accession, c'est à titre d'invention que le superficiaire devient maître de la mine. Nous sortons de notre premier système pour entrer dans le second auquel nous arrivons.

§ 2. — La mine à l'inventeur : l'occupation.

Dans cette doctrine, on considère les mines comme des *res nullius*. Dès lors, le superficiaire, pas plus du reste que l'État, ne peuvent prétendre posséder de droits sur elles. Elles seront soumises aux règles ordinaires du droit commun, elles deviendront la propriété définitive et perpétuelle du premier occupant. Mais,

comment fixer ce premier occupant ? A quels signes le reconnaître ? Ce ne peut être le propriétaire de la surface qui ignore le plus souvent l'existence d'une mine dans son sol. Ce sera la personne qui l'aura découverte au prix de ses labeurs : la mine appartiendra à l'inventeur.

Le fondement théorique de cette conception ressort des explications précédentes. L'attribution de la mine à l'inventeur qui est en même temps le premier occupant repose sur un double motif. En tant qu'inventeur, le premier occupant a droit à la propriété ; parce que la propriété doit avoir pour base le travail et qu'une chose doit dès lors appartenir à qui la crée ou la découvre. En tant que premier occupant, l'inventeur a droit à la propriété parce qu'une *res nullius* doit tomber dans le patrimoine de celui qui s'en empare pour la première fois.

Telle est la base théorique du système de l'invention ou de l'occupation. Mais le législateur se détermine rarement par des considérations abstraites. C'est sous l'empire de motifs plus humbles, plus pratiques qu'il prend ses décisions.

Trois causes variables suivant les milieux et les moments nous paraissent avoir amené l'adoption du système de l'invention.

Parfois il est le fruit naturel des circonstances sociales, la conséquence de l'absence de pouvoirs publics dans des sociétés peu avancées.

Parfois il se présente comme une réaction contre les abus d'un système antérieur.

Enfin, et c'est l'hypothèse la plus générale, il est consacré par les législateurs désireux d'encourager l'esprit d'entreprise et de pousser les gens hardis à mettre en valeur les richesses minérales d'une contrée.

Reprenons brièvement l'examen de ces trois points.

D'abord, disions-nous, le système de l'invention apparaît spontanément dans certains milieux sociaux. Voici, par exemple, un grand pays qui s'ouvre à la civilisation, il abonde en mines fort productives et n'est ni peuplé, ni approprié. Une foule de chercheurs afflue alors, et naturellement il ne peut s'agir d'attribuer le produit des fouilles à l'État puisqu'il n'existe pas, ou au maître de la surface puisque le sol est en fait une *res nullius*. La solution que la nature des choses impose alors, c'est celle de la mine à l'inventeur. Telle est la situation qui se présente notamment au moment de la découverte de l'Amérique, et qui s'est rencontrée encore plusieurs fois, aussi souvent que des terres vierges ont été soumises au travail de l'extraction. Le régime de l'occupation est le régime naturel des territoires inoccupés et des sociétés sans pouvoirs publics.

Souvent il tire son origine d'autres conditions sociales. Dans d'assez nombreux pays, il apparaît comme le résultat d'une réaction contre les abus des conceptions jusqu'alors appliquées. Ainsi Turgot, à la fin du XVIII^e siècle, dans un mémoire présenté au Conseil

d'État en 1790 (*Œuvres*, éd. Daire, t. II, p. 140) défend avec ardeur le système de l'invention. Est-ce seulement, comme on serait tenté de le croire, à cause de sa valeur intrinsèque ? Évidemment les mérites de cette conception constituent un des motifs qui lui en font recommander la pratique. Mais la conviction de l'illustre réformateur a d'autres racines. Il vit dans un état social qui laissait à l'État une part excessive dans l'attribution et la direction des mines. Les inconvénients de l'arbitraire administratif choquent alors tous les esprits. Comment porter remède aux abus de la domanialité ? En la chassant tout entière des lois et en lui substituant un système opposé : l'occupation. Car c'est ainsi que marche l'humanité. Elle ne suit pas une ligne droite, elle va de zigzag en zigzag et, comme dirait Hegel, de thèse en antithèse. Cette idée trouve ici son application. Le système de l'invention fut donc à la fin de l'ancien régime le produit inconscient de la réaction dirigée contre le système ancien de la domanialité.

Le système de l'invention défendu par Thiers (*De la propriété*, éd. 1848, p. 99), Wolowski (*Revue critique de législation*, 1864) est à la base des projets de MM. Laur, Baihaut (1886) et Piou (1889). C'est à lui que se rattache M. Aguillon. Ici encore les réformes sont inspirées par les mauvais résultats qu'a donnés le système actuel des concessions régaliennes.

Est-ce à dire que ce besoin de changement et de réaction, cette croyance que pour supprimer un abus il faut

supprimer l'institution qui le porte au flanc, ce désir naturel à l'homme de faire autre chose que ses devanciers soient suffisants à expliquer le regain de crédit qu'aujourd'hui la doctrine de l'occupation est en voie de conquérir dans les intelligences et dans les faits ? Non, et nous sommes conduit ainsi à parler du troisième motif pratique, le plus important sans doute et qui dans de nombreux pays pousse le législateur moderne à attribuer la mine à l'inventeur. Cette raison se résume dans le souci d'assurer la prompte et totale utilisation des substances minérales formant le sous-sol du territoire national. Pour atteindre ce but, le meilleur moyen est de proclamer que la mine appartiendra à qui l'aura découverte. C'est pourquoi nous voyons l'Allemagne, la Suède, l'Espagne, l'Amérique du Sud, les États-Unis, relativement aux mines qui s'étendent sous les domaines nationaux, subordonner le droit de rechercher ou d'exploiter les mines à l'invention ou à la priorité de la demande. Voilà pourquoi, quand le législateur français a dû se préoccuper de peupler et de remettre en valeur nos colonies, il a recouru au même principe. Le décret du 10 octobre 1888 modifié et développé par le décret du 25 février 1897 l'applique aux mines de certaines régions du Tonkin et de l'Annam. Il triomphe aussi notamment à Madagascar (décret du 11 juillet 1896) (1), au Sénégal (décret du 14 août 1896), en Nouvelle-Calédonie (décret du 17 octobre 1896).

(1) Voir : *Revue de législation des mines* (mai-juin 1897).

Tels sont les avantages et tel paraît être le domaine naturel du système de l'invention. Il n'est pas plus parfait que le système précédent et donne lieu, lui aussi, à d'assez graves critiques. D'abord, au point de vue juridique, il paraît difficile de justifier l'occupation. La prise de possession s'applique bien aux substances extraites, mais nullement à la mine elle-même. Or, puisque l'occupation qui se confond, en somme, avec la prise de possession est nécessaire pour donner naissance à la propriété, la propriété ne peut s'étendre qu'aux substances matériellement possédées. La cause du droit en est aussi la mesure. La prise de possession suffit à justifier l'appropriation des matières extraites, mais non celle du gisement. Il ne s'agit pas ici d'exercer un droit de propriété préexistant, mais bien d'en créer un nouveau. On ne peut, dès lors, nous objecter que pour exercer un droit de propriété sur l'intégralité d'une chose un acte isolé de possession suffit. Ensuite il peut être parfois peu aisé de connaître l'inventeur et de préciser les signes extérieurs permettant de l'individualiser, surtout quand il s'agira soit de gisements connus de tous et que tous désireraient exploiter, soit de filons découverts sur des points différents par des personnes différentes. Le système de l'invention, disait Mirabeau le 27 mars 1791 à l'Assemblée constituante, ferait « de nos mines un labyrinthe inextricable qui offrirait un combat perpétuel entre les mineurs et serait une source intarissable de querelles ».

Aussi, dans les pays en formation tels que ceux qu'envahirent les chercheurs d'or après la découverte de l'Amérique, la mine appartient-elle au plus fort, à la personne assez vigoureuse pour garder et surveiller ? C'est à peu près sous ces traits que nous nous figurons un régime d'anarchie communiste : la liberté de chacun n'a comme limite que la force brutale des voisins.

Supposons l'État constitué et assez puissant pour assurer le règne de la paix entre les occupants ; une autre difficulté se dresse. Que se passera-t-il quand l'inventeur ne fait pas sa demande dans les délais prescrits ? Conservera-t-il le monopole d'une exploitation qu'il a découverte mais qu'il ne veut pas mettre en valeur ?

S'il n'exploite pas lui-même, pourra-t-il transmettre sa propriété à qui il lui plaira ? L'inventeur peut être pauvre, incapable, négligent : pourra-t-il être déchu ? La conséquence logique du système de l'occupation semblerait bien la suppression de toutes déchéances pour non-exploitation du gisement. Mais alors que d'inconvénients ! Si le régime répressif n'est pas employé contre les abus possibles, n'aura-t-on pas du moins recours au régime préventif ? N'exigera-t-on pas de l'inventeur certaines conditions de capacité ou de fortune ? Si on s'arrête à ce dernier parti, ne commence-t-on pas déjà à sortir du système pur et franc de l'occupation ?

Enfin, souvent la théorie de l'occupation entraînera la division matérielle des exploitations.

Toutes ces difficultés ont amené certains auteurs à

recommander, et certains pays à consacrer le système de la mine à l'État.

§ 3. — La mine et l'État. — La domanialité.

Ce système présente un grand intérêt d'actualité depuis les récents progrès des collectivistes et des socialistes d'État dans plusieurs pays et notamment en Allemagne, en Belgique, en France. Un des articles les plus notables de ce programme consiste dans la mainmise des pouvoirs publics sur les mines, dans leur nationalisation. L'idée avait déjà été soutenue par Regnault d'Epercy à la Constituante et par Charles Comte, au début de son ouvrage sur la « *Propriété* ». Elle a été reprise récemment dans le projet Goblet déposé à la Chambre des députés le 15 décembre 1893.

Dans une thèse de droit civil, cette question surtout économique ne saurait être développée. Nous nous contenterons de donner un bref aperçu. Les raisons théoriques à l'appui du collectivisme minier se réduisent à deux. D'abord, dit-on, un bien qui n'a pas pour origine le travail d'un individu ne peut faire l'objet d'une appropriation individuelle. Tel est le cas de la mine. C'est par une véritable confusion de mots qu'on considère l'invention ou l'occupation comme un travail suffisant pour légitimer l'attribution des matières minérales à un particulier. Car peut-on vraiment dire qu'il ait créé ces richesses par son effort ? Évidemment non. L'expression même d'invention est, suivant une observation un peu subtile

peut-être des partisans de ce système, fort mal choisie. Ce n'est pas d'invention, c'est de découverte qu'il faudrait parler. Or qui découvre ne crée pas.

A cet argument tiré de l'illégitimité de la propriété individuelle appliquée aux mines s'ajoute un argument fondé sur ses dangers économiques. Un bien qui n'a pas pour destination essentielle l'utilité individuelle ne doit pas, dit-on, pouvoir être approprié par les particuliers. Qu'y a-t-il à espérer de leur imprévoyance, de leur esprit de monopole et de lucre ? Rien autre que la raréfaction artificielle ou le gaspillage des substances indispensables pourtant au fonctionnement normal de la vie économique. L'État sera mieux placé qu'un particulier pour les travaux de recherche et d'exploitation.

Voilà les raisons, particulièrement théoriques, sur lesquelles se fondent les partisans de la domanialité.

Au point de vue pratique, ils remarquent que ce système permettrait d'accroître les ressources du Trésor : il profiterait des énormes plus-values qui jusqu'ici sont perçues par les actionnaires.

L'État pourrait ainsi prévenir les abus commis par les propriétaires privés au détriment du personnel ouvrier ou de la clientèle des acheteurs. Les ingénieurs, étant désintéressés, seront plus prévoyants des intérêts de l'avenir ; ils ménageront, par une exploitation plus rationnelle, ces richesses si utiles et retarderont leur épuisement.

Enfin, et c'est le point sur lequel se plaisent à insister

les collectivistes, la nationalisation des mines forme, avec celle des chemins de fer, des banques (tout au moins d'émission) et des assurances, l'étape préparatoire où doit arriver d'abord la société en marche vers le collectivisme intégral.

Sans prendre parti sur une aussi grave question, nous nous contenterons de noter les périls de toute sorte que ferait naître l'adoption de la domanialité : difficultés de la gestion directe si l'État exploite, sinon pour la partie technique, du moins pour la partie commerciale, car les ingénieurs n'ont aucun intérêt à prévenir le coulage, à diminuer le prix de revient, à changer la routine, et dès lors, l'État pour tirer de larges ressources de l'exploitation minière n'a à sa disposition qu'un procédé : élever le prix des matières premières au grand détriment de l'industrie nationale (1) ; — difficultés du choix du concessionnaire, s'il n'exploite pas lui-même ; — influence excessive conférée au gouvernement et dangers qu'une telle prépondérance fait courir aux esprits indépendants.

Néanmoins ces inconvénients ne doivent pas être exagérés. Ici encore l'expérience doit servir à contrôler nos assertions. Et elle nous montre que plusieurs États (le Luxembourg, le Japon, certaines régions de la Russie) pratiquent la domanialité sans trop en souffrir.

Il reste à parler de la quatrième conception possible.

(1) Cf. Leroy-Beaulieu, *Traité d'économie politique*, t. 2, p. 63 ; Arthur Desjardins, *Revue des Deux-Mondes*, t. 68, p. 846.

§ 4. — La mine au concessionnaire choisi par l'État :
la concession régaliennne.

Ses défenseurs se proposent d'éviter les inconvénients du monopole de l'État et de l'occupation, tout en prévenant la division exagérée des exploitations (1). De là la complexité de ce système.

Il se rapproche d'abord du système de la domanialité par les droits très étendus conférés à l'État. C'est lui en effet qui dicte dans une loi les conditions de la concession, les qualités que doit posséder son bénéficiaire; c'est lui qui, par décret, choisit entre les personnes qui se présentent, le titulaire de l'exploitation et fixe les limites du gisement.

Malgré ces grands pouvoirs reconnus à l'administration, le régime de la concession régaliennne ne se confond pas avec la domanialité.

L'État d'abord n'est pas propriétaire comme sous l'empire de ce dernier système; il a seulement le droit de choisir le propriétaire: la mine ne fait partie ni du domaine privé, ni du domaine public de l'État. Tant qu'elle n'est pas concédée, c'est, suivant les uns, une *res nullius*, suivant d'autres, une dépendance de la superficie. Mais comme sa bonne exploitation intéresse la société tout entière, l'administration intervient pour choisir la personne qui sera chargée de la gérer et pour

(1) Voir Ch. Gomel, *Journal des Economistes*, 4^e série, t. 46, p. 262, 1889.

soustraire sa mise en valeur à l'action irrationnelle du premier occupant (si, avec la majorité des auteurs, on considère la mine comme une *res nullius*) ou du superficiaire (si on considère la mine comme la propriété privée et provisoire du superficiaire).

Les raisons de l'intervention de l'État sous forme de concession sont assez claires pour qu'il ne soit pas nécessaire d'insister. On peut les résumer d'un mot, en disant que l'exploitation d'une mine est une fonction sociale dont le titulaire doit présenter des garanties de capacité, d'activité ou de fortune. Or, qui serait meilleur juge que l'administration, du point de savoir si ces conditions sont remplies ?

Le pouvoir de décision du gouvernement est, du reste, le plus souvent entouré de limites qui en restreignent l'arbitraire ; soit que le concessionnaire soit choisi par un acte discrétionnaire du gouvernement (système des lois de 1791 et de 1810 sur les mines de la France continentale), soit qu'il soit désigné par le procédé de l'adjudication publique (système appliqué par le décret de 1888 aux mines du Tonkin auxquelles le principe de l'invention n'a pas été étendu).

De ces quatre conceptions, quelle est celle consacrée par le législateur français moderne ?

§ 5. — Le système consacré par la loi française (1).

La loi nouvelle du 21 avril 1810 qui nous régit fait,

(1) Pour les textes, voir le *Recueil méthodique de législation minière* par Léon Michel (St-Etienne, 1896).

en se fondant sur la différence de nature des substances, une distinction entre les mines d'une part et les carrières et minières d'autre part. Aux premières s'applique le système des concessions régaliennes ; aux carrières et aux minières le système de l'accession.

Ces principes si clairs n'ont pas toujours été consacrés ; ils nous apparaissent comme le résultat d'une longue évolution historique dont nous rappellerons les principaux traits. Pour comprendre en effet la loi de 1791 qui précéda celle de 1810, il est nécessaire de remonter au passé.

Il est fort obscur. Voici cependant quelques points de repère (1).

Après les invasions, les mines métalliques paraissent être la propriété, à peu près librement exploitée, du propriétaire de la surface. Lorsque l'État prend de l'importance, il tend à accaparer ces richesses sociales ; lorsque ses forces et son autorité déclinent, on revient au régime naturel qui allie à la propriété de la superficie la propriété du tréfonds. Voilà, sauf exception temporaire, l'idée générale qui paraît dominer les changements de la législation ancienne.

Ainsi nous constatons que le régime de l'accession domine pendant la période mérovingienne et au début de l'époque carolingienne. Mais avec Charlemagne, on revient au régime de la domanialité pour les mêmes rai-

(1) Voir Naudier, *Traité des mines, minières et carrières* ; Lamé-Fleury, *Législation minérale sous l'ancien régime*.

sons sans doute qui expliquent son triomphe soit à Athènes, soit à Rome à partir de l'Empire (voir les titres de *Metallis* au Code Théodosien, lois 2, 3, 8, 10, 13 et au Code de Justinien, lois 1, 3, 6) et que nous venons d'indiquer à l'instant même.

Après Charles le Chauve, lorsque l'État se dissout et fait place aux petites principautés féodales, le vieux système de la liberté de l'extraction et du droit commun appliqué à la propriété minière se ressaisit à la vie pour faire place bientôt à un nouveau système plus ou moins régalien ou seigneurial à mesure que les pouvoirs du roi ou des seigneurs se développent.

Puis voici, à grands traits, l'évolution de la législation. Avec Charles VI, le propriétaire de la surface conserve le droit d'exploiter sous la réserve d'un droit de surveillance dans l'intérêt des ouvriers. Louis XI ne lui laisse plus qu'un droit de préférence et encore son exercice est-il subordonné à l'autorisation préalable du roi. Henri II évince le superficiaire et donne le monopole des mines à un seul concessionnaire. Puis le propriétaire de la surface se voit momentanément réintégré dans ses droits sous Henri IV. Il est de nouveau évincé et enfin Louis XV en 1722 donne le monopole à une compagnie.

Le problème minier était trop important, les abus de la législation ancienne trop graves pour que l'Assemblée constituante ne portât pas son attention sur ce point. Elle confia en effet au comité des finances, des

impôts et des domaines, le soin d'élaborer un projet de loi. Il devint la loi du 12 juillet 1791 qui consacre les vues pleines de pondération émises par Mirabeau, c'est-à-dire un système intermédiaire entre l'accession et la concession régaliennne.

On distingue d'abord les mines non d'après la nature des substances qu'elles renferment, mais suivant qu'elles sont ou non affleurantes au sol.

Les mines affleurantes au sol — (nous appelons ainsi les mines qui s'exploitent à tranchée ouverte ou avec fossé et lumière) — pouvaient être mises en valeur librement par le propriétaire de la surface, sans aucune formalité, ni demande de concession.

Quant aux autres mines, le régime de l'accession continuait à s'y appliquer aussi, mais seulement si le propriétaire de la surface l'exigeait. L'État était alors contraint d'attribuer la concession au superficiaire, pourvu du moins que le domaine de celui-ci présentât une étendue suffisante aux nécessités rationnelles de l'exploitation. C'est exclusivement quand on se trouvait en dehors de cette hypothèse que l'État reprenait toute sa liberté dans le choix du concessionnaire. La durée des concessions était du reste limitée à 50 ans.

On voulait ainsi atténuer les inconvénients de leur quasi-gratuité.

Les concessions étaient personnelles. Pour diriger en effet avec compétence la mise en valeur d'une mine, de nombreuses qualités sont nécessaires : réunies chez

la personne désignée par l'État elles peuvent faire défaut chez son successeur. Voilà pourquoi la propriété minière concédée n'était pas transmissible.

Ce système de transaction était fort ingénieux : il paraissait heureusement combiner les avantages sociaux de l'accession si considérables pour les familles ouvrières à qui l'alliance de la mine et des dépendances rurales ou forestières assure la continuité du travail et la permanence des engagements avec les droits supérieurs de l'État sur des substances d'une exploitation à la fois si nécessaire et si difficile. On faisait même à l'inventeur sa part puisque l'article 10 lui accordait un droit de préférence sur tous autres que le superficiaire.

Ce compromis ne donna pas, en pratique, les résultats espérés.

La loi de 1791 présentait d'assez graves imperfections. D'abord elle classait les mines d'après un critérium extérieur bien superficiel et ne tenait pas compte de la différence de nature existant entre les substances minérales. Et pourtant, n'est-ce pas l'importance sociale des gisements, bien plus que leur mode de stratification géologique qui doit guider le législateur chargé de les réglementer ?

Ensuite, on reprochait à la loi d'autoriser des concessions d'une trop grande étendue, et d'interdire des concessions d'une durée un peu longue.

Les concessions très étendues étaient possibles : or leurs vastes dimensions apportaient souvent un obsta-

cle à l'exploitation économique de la mine. On ne peut surveiller, diriger et mettre en valeur à la fois d'immenses gîtes. Il y faudrait trop de capitaux et trop de compétences. Cela était surtout vrai sous la Révolution, à une époque où les entrepreneurs ne pratiquaient pas encore assez couramment ce merveilleux procédé de crédit qui s'appelle la société par actions, pour pouvoir drainer à travers le pays le capital nécessaire à la création de grands ateliers, à une époque aussi où le nombre des ingénieurs était encore fort restreint.

La durée des concessions ne pouvait dépasser 50 ans. Et c'était encore un inconvénient de la loi de 1791. Car, ou bien l'exploitation commence à être productive dès le début de la concession, et la perspective de l'échéance prochaine incite le propriétaire à tirer du gîte le maximum de rendement, et ainsi lorsque le délai expire la mine est épuisée ; ou bien l'exploitation ne devient productive que dans les derniers temps de la concession et alors le titulaire n'a pas encore eu, au moment où il doit l'abandonner, les moyens de se payer de ses travaux et de ses sacrifices. Non seulement il ne rentre pas dans ses débours, mais il peut être ruiné. La ruine du concessionnaire ou l'épuisement de la mine : tel était trop souvent le résultat de la loi de 1791.

Le Code civil la laisse cependant debout ; il se contente de régler certaines applications du principe qu'elle consacre et sur lesquelles nous allons revenir longuement, telles que l'usufruit ordinaire (art. 598 et ss.) et

l'usufruit marital des mines (art. 1403). Il reconnaît notamment l'unité de la propriété de la surface et de la propriété de la mine.

La loi du 21 avril 1810 apporte au contraire des modifications profondes. La combinaison des dispositions civiles qu'elle renferme avec les articles de notre Code vont faire l'objet des parties approfondies de notre thèse. Avant de les aborder, traçons l'esquisse du régime consacré en 1810.

La loi classe les gisements en trois catégories d'après la nature des substances minérales. Les métaux et le charbon forment les mines ; les minerais de fer, dits d'alluvion, et certaines terres (pyriteuses, alumineuses ou tourbeuses) forment les minières ; les autres matériaux forment les carrières.

Le régime de l'accession s'applique aux minières et carrières, celui de la concession régaliennne aux mines.

Dès qu'elles sont concédées, les mines cessent de se confondre avec la surface et constituent une propriété distincte. Cette propriété est en partie soumise, en partie soustraite aux règles ordinaires de la propriété. Deux idées expliquent cette situation intermédiaire. D'abord le concessionnaire de la mine en est le maître : et les principes du droit commun sont applicables ici. Nous les examinerons en étudiant l'usufruit.

Mais d'autre part la concession est gratuite : elle porte sur des substances indispensables aux exigences de la vie, elle offre des dangers. De là la source d'un triple ordre de dérogations.

Les unes sont des correctifs aux avantages gratuits attribuées au concessionnaire et consistent d'abord dans les redevances imposées au profit de l'État (redevance fixe de 10 francs par kilomètre carré, redevance proportionnelle de 5 0/0, au maximum, du produit net de la concession), ensuite dans les redevances et indemnités dues au propriétaire du sol (les premières fixées par le décret de concession, les secondes à l'amiable ou par la justice et en rapport avec les dommages causés à la surface) — si bien entendu, il n'est pas lui-même titulaire de la concession — enfin dans l'indemnité au profit de l'inventeur non concessionnaire.

Les autres ont pour but, tantôt d'assurer la continuité de l'extraction (telles sont : la faculté de prononcer la déchéance des propriétaires téméraires ou négligents, l'interdiction de vendre par lots ou de partager) ; tantôt de maintenir à un taux assez bon le coût de l'extraction et le prix de la vente (telle est la purge légale résultant des actes de concession, et la prohibition de réunir plusieurs mines en une seule main).

Enfin la troisième catégorie des dispositions déroga-toires en droit commun est fondée sur le danger des exploitations minières. Elles soumettent en effet à de nombreux risques, soit les ouvriers employés (de là par exemple les lois sur la surveillance des mines par les ingénieurs de l'État, sur les délégués à la sécurité des mineurs ; sur le travail des femmes et des enfants dans l'industrie ; sur l'assurance obligatoire des mineurs

contre la maladie et la vieillesse, sur le risque professionnel), soit les propriétaires voisins de sources (de là le décret du 8 mars 1848), soit les propriétaires de la surface (de là la réglementation des fouilles : art. 11 de la loi de 1810 modifié en 1880, de là le cautionnement préventif à la charge du permissionnaire des fouilles entreprises sous des maisons ou des lieux d'habitation : art. 15 de la loi de 1810).

La première et la troisième catégorie de dérogations, qu'il était cependant nécessaire de signaler pour bien comprendre notre institution ne rentrant pas dans le droit civil, nous les laisserons de côté. Nous n'aborderons pas davantage les problèmes civils relatifs aux minières et carrières.

Notre étude comprendra donc :

1° L'étude de la propriété minière quand l'usufruit et la nue propriété sont confondus dans les mêmes mains.

2° L'étude de l'usufruit des mines, qui nous retiendra plus longtemps.

CHAPITRE III

DE LA PROPRIÉTÉ DES MINES, QUAND L'USUFRUIT ET LA NUE
PROPRIÉTÉ SONT CONFONDUS DANS LES MÊMES MAINS (1).

SOMMAIRE. — § 1. Caractère juridique des mines et de leurs produits : la mine avant et après sa concession ; les accessoires de la mine, les actions et obligations minières, la redevance, les matières extraites.

§ 2. — L'exercice du *jus abutendi* appartenant au concessionnaire des mines.

Les transferts de propriété volontaires ou forcés. La prescription, la renonciation, l'hypothèque. Le transfert des titres miniers.

§ 3. — L'exercice du *jus utendi et fruendi*, réserve faite de l'usufruit.

Droits de l'usager, du possesseur de bonne foi, du locataire. Nature et effet de bail des mines. Servitudes.

Nous rechercherons dans ce chapitre comment les principes du droit commun sur la destination des meubles et des immeubles, sur l'exercice du droit de disposer, d'user et de jouir considéré comme distinct du droit d'usufruit s'appliquent en matière de propriété minière.

(1) Voir, outre les grands traités de droit civil, Dalloz, *Répertoire de législation*, t. 31, V^o Mines, chap. 1, sect. 3, p. 640 et seq. ; *Supplément au Répertoire*, V^o Mines, chap. 2, sect. 2, p. 543 et seq. ; Féraud-Giraud, *Code des mines et mineurs*, p. 12 et seq. ; enfin le *Répertoire général alphabétique du droit français* par Carpentier et Frèrejouban du Saint, V^o Mines, t. 27 paru en 1898.

§ 1. — Caractère juridique des mines et de leurs produits.

Caractère des mines avant leur concession. — La mine avant sa concession, présente une physionomie mixte. Vis-à-vis du superficiaire, elle ne se distingue pas encore de la surface ; elle est donc comprise dans le patrimoine de celui-ci. Cela résulte de l'article 552 du Code civil d'après lequel la propriété du dessus emporte celle du dessous. Cela résulte aussi de ce que la séparation entre la superficie et le tréfonds minéral ne peut être opérée que par l'acte de concession.

Vis-à-vis des tiers, la situation est-elle la même ? On l'a soutenu. Et pour établir que la mine non concédée est, *erga omnes*, la propriété privée du maître de la surface, on se fonde d'abord sur un argument logique tiré de ce qu'une chose ne peut par certains côtés faire partie du patrimoine et par d'autres lui échapper. Cette considération est corroborée par l'obligation pour le concessionnaire étranger de payer une redevance au propriétaire du dessus. Et qu'est-ce, dit-on, que cette redevance, sinon une indemnité accordée pour l'expropriation dont il vient d'être l'objet ? La redevance tréfoncière ; voilà la preuve que la mine avant la concession appartient bien au superficiaire.

Ce raisonnement ne nous paraît pas concluant, et nous pensons que la mine, propriété privée vis-à-vis du superficiaire, constitue une *res nullius* vis-à-vis des tiers. La preuve c'est que jusqu'à la concession, tout le monde

peut aspirer à en devenir propriétaire ; et s'il en est ainsi, c'est bien que le gisement minéral n'est pas *erga omnes*, considéré comme approprié. On objecte que cette doctrine mixte est en contradiction avec les principes du droit qui répugnent à admettre une propriété à deux titulaires. Une telle institution constituerait un monstre véritable, comme une sorte d'être humain à double tête. Contentons-nous de répondre qu'il n'y a, quoi qu'on dise, rien d'anormal dans notre solution. La loi de 1855 sur la transcription par exemple, ne suppose-t-elle pas précisément le dualisme contre lequel on s'élève ? N'admet-elle pas qu'une personne puisse, en vertu de la convention, être propriétaire vis-à-vis des individus avec lesquels elle a contracté et non pas vis-à-vis des tiers ? Des conséquences analogues ne peuvent-elles pas résulter aussi de l'autorité relative de la chose jugée lorsqu'une décision attribue à un particulier la propriété d'une chose vis-à-vis de certaines personnes et qu'une autre décision lui refuse cette propriété vis-à-vis d'autres personnes ?

Sans doute la situation du propriétaire par application soit de la loi de 1855, soit du principe de l'autorité relative de la chose jugée, est, dans une certaine mesure, différente de celle du propriétaire de la superficie avant la concession de la mine. Car le premier est propriétaire vis-à-vis de toutes personnes autres que celles qui peuvent se prévaloir de l'inobservation de la loi de 1855 ou de la relativité de la chose jugée. Le superficiaire, au

contraire, quoique propriétaire de la mine à certain titre : en vertu de l'article 552 d'après lequel la propriété du sol emporte celle du dessous, n'est cependant propriétaire absolu vis-à-vis de personne, puisque tout le monde est admis à demander et peut espérer obtenir la concession du gisement.

Il n'y a donc pas, c'est incontestable, identité de situation, mais il existe tout au moins une analogie qui nous paraît de nature à fortifier notre doctrine.

Contre cette idée de dédoublement de la propriété minière, on invoque encore l'obligation de la redevance due au superficiaire. Mais il nous paraît difficile d'y voir une véritable indemnité d'expropriation. Sans doute, elle est préalable (art. 10 de la loi de 1810), mais pour constituer une véritable indemnité, il faudrait qu'elle remplit en outre les deux conditions suivantes : qu'elle fût fixée par un jury d'expropriation et qu'elle fût égale à la valeur de la mine. Or, aucun de ces caractères ne se retrouve ici. Nous savons, en effet, que cette indemnité se décompose en une redevance et une indemnité : la redevance étant fixée par l'acte de concession ; l'indemnité à l'amiable par la justice. Dès lors, elle représente uniquement le préjudice causé à la propriété superficière par la création d'une propriété souterraine, elle est « un simple coup de chapeau à l'article 553 du Code civil » (Michel Chevalier, *Journal des Economistes*, 1855, 2^e série, t. 6, p. 289).

En résumé, notre doctrine semble seule capable de

concilier le principe de l'article 552 et le droit absolu reconnu à l'État d'attribuer la concession à qui lui plait. Voilà pourquoi nous inclinerions à considérer la mine non encore concédée comme à la fois une propriété privée vis-à-vis du superficiaire, et une *res nullius* vis-à-vis des tiers (1).

Lorsque la concession est intervenue, la même se transforme ; elle cesse d'être une *res nullius* et se détache de la propriété de la surface, même quand elle est concédée au maître de celle-ci. Elle forme une propriété nouvelle et distincte pouvant être vendue et hypothéquée séparément.

Caractère des mines concédées et de leurs accessoires.

Les mines sont des immeubles. Sont aussi immeubles les bâtiments, puits, galeries et autres travaux à demeure. Comme ce sont des immeubles par leur nature propre, et non pas seulement par leur destination, comme ils ne peuvent pas être détachés de la mine et devenir matériellement des objets mobiliers, on admet généralement qu'ils conservent le caractère immobilier, qu'ils aient été établis par le propriétaire de la mine ou par toute autre personne. Le renvoi que l'article 8 de la

(1) Nous avons essayé de concilier les deux doctrines en présence et dont l'une considère la mine non concédée comme la propriété privée du superficiaire, et l'autre comme une *res nullius*. Comparer Demolombe, *Cours de dr. civ.*, t. IX, n° 645 ; Aubry et Rau, t. II, p. 480 ; Baudry-Lacantinerie et Chauveau, *Traité des biens*, n° 333 ; Lamé-Fleury, *Journal des Economistes*, 1866, 2^e série, t. 27, p. 485.

loi de 1810 fait à l'article 524 du Code civil trouve ainsi sa justification ; il n'est pas inutile, il a pour but de dire que ces objets seront traités un peu différemment des immeubles par destination qui ne sont tels, d'après l'article 524, que s'ils ont été placés par le propriétaire pour le service et l'exploitation d'un fonds.

Pour les machines, la raison que nous invoquions n'existe pas. Ce ne sont pas, de leur nature propre, des immeubles ; elles ne le deviennent que par la destination à laquelle elles sont affectées. Dès lors l'article 524 reprend ici son empire : les machines, pour prendre un caractère immobilier, doivent avoir été placées par le propriétaire.

Sont aussi immeubles : les agrès, outils, ustensiles servant à l'exploitation, les chevaux attachés aux travaux intérieurs de la mine, bref tout le matériel d'exploitation (art. 8). Par analogie de cette dernière solution, il faudrait classer parmi les immeubles, les chars et les wagons, seulement lorsqu'ils sont utilisés dans les transports souterrains.

Caractère des actions et parts d'intérêts dans les mines.

Les mines font aujourd'hui rarement l'objet d'une entreprise individuelle ; elles se présentent le plus souvent sous forme de sociétés par actions. Pour parer en effet, aux besoins croissants d'une clientèle, qui, grâce à la facilité des transports s'étend parfois au monde entier, on a dû augmenter beaucoup les extractions.

Pour produire en grand et à bon marché, il fallait drainer de gros capitaux à travers le pays. Voilà pourquoi les sociétés par actions se sont fondées dans cette branche de travail. Elles se procurent l'argent dont elles ont besoin par l'émission d'actions ou de parts d'intérêts. Aussi, à l'époque actuelle, pendant que le nombre des propriétaires de mines va diminuant, le nombre des associés aux entreprises minières a crû toujours de plus en plus. Et c'est ce qui donne un intérêt tout particulier à la question des actions ou parts d'intérêts dans les sociétés minières.

Ces actions et parts constituent-elles des immeubles ou des meubles ? Ce sont des meubles conformément à l'article 529 du Code civil. Ainsi le décide l'article 8, *in fine*, de la loi de 1810. La société étant en effet une personne morale, c'est elle qui est propriétaire de la mine. A quoi se réduit donc le droit des associés ? Exclusivement à une part des bénéfices, à un dividende ou à un intérêt ; par conséquent à un droit qui offre un caractère mobilier puisqu'il a pour objet de l'argent. Il n'en serait autrement que si la société était dissoute. La personnalité de la société par actions disparaissant, on revient à la nature des choses, c'est-à-dire à un état d'indivision entre les associés qui deviennent de vrais co-propriétaires. Le titre qui résume leur propriété participe aussi à ses caractères : il est immobilier comme elle.

De là il résulte que si un des associés achète toutes les parts ou actions de ses co-associés, il est, tant que

la société subsiste, non pas propriétaire de la mine, mais seulement des titres qui en représentent la valeur. Sa fortune minière est non immobilière, mais mobilière, et ce sont les principes relatifs aux meubles qui s'appliqueront à son patrimoine. Sans doute, théoriquement, la société a disparu, faute d'associés. Mais, en fait, tout se passe comme si elle continuait d'exister, et elle reprend vie, même au point de vue juridique aussitôt que l'accapareur se dessaisit d'une seule de ses parts.

**Caractère de la redevance due par le concessionnaire
au propriétaire du sol (1).**

Cette redevance constitue un immeuble incorporel tant qu'elle reste entre ses mains. En effet, l'accessoire suit le principal ; or précisément, la redevance est pour le superficiaire l'accessoire de son droit de propriété (art. 6 et 18, loi du 21 avril 1810). Telle est l'opinion de MM. Aubry et Rau. Nous nous trouvons ici dans une situation analogue à celle qui se présentait autrefois pour les rentes foncières ou *census reservativi*. Établies comme prix de l'aliénation d'un immeuble, elles étaient considérées ainsi comme un immeuble véritable ; formant une partie importante du patrimoine des familles, on jugea utile de les soumettre aux règles protectrices de la propriété immobilière. Ainsi qu'elle, les

(1) Cf. Aubry et Rau, III, p. 27 ; II, p. 426 ; VIII, p. 460.

rentes formaient l'élément stable et permanent de la fortune familiale.

La plupart des coutumes attribuaient aussi le caractère immobilier aux rentes constituées ou *census constitutivi*, c'est-à-dire aux rentes établies moyennant l'aliénation non plus d'un immeuble, mais d'une somme d'argent. Le caractère immobilier fut conservé aux rentes foncières par la loi des 18-29 décembre 1790 qui les déclarait pourtant rachetables. Mais les articles 6 et 7 de la loi du 11 frimaire an VII et aussi l'article 27 de la loi du 22 frimaire an VII admirent implicitement que les rentes foncières ou constituées étaient des immeubles. Et ainsi s'est produite cette évolution législative couronnée par l'article 529 du Code civil.

De ce que la redevance n'est immobilière que parce qu'elle est l'accessoire du fonds, il en résulte qu'elle ne conserve ce caractère et ne produit les conséquences qui en résultent qu'autant qu'elle reste attachée à ce fonds.

Donc, en premier lieu, la redevance qui vient à être séparée de la propriété du fonds par une aliénation à titre gratuit ou onéreux devient mobilière. Ainsi l'a jugé la Cour de cassation le 13 novembre 1848 et le 14 juillet 1850 (1).

En second lieu, la redevance ne peut être hypothéquée

(1) Sirey, 48.1.682 ; 51.1.63. En ce sens, Aubry et Rau, t. II, p. 27. — Voir en sens contraire Demolombe, t. IX, 649 ; Ballot, *Revue de droit français et étranger*, 1847, t. IV, p. 417.

séparément du fonds auquel elle est attachée et dont elle forme l'accessoire.

L'hypothèque, en effet, ne peut porter que sur les immeubles corporels et sur les deux immeubles incorporels suivants : droit d'usufruit immobilier et actions immobilisées de la banque de France. La redevance étant un immeuble incorporel, ne peut donc être hypothéquée séparément (1). On sait cependant qu'elle peut être cédée ou vendue sans le fonds auquel elle est attachée. Mais cela ne doit s'entendre que de la vente volontaire. L'expropriation forcée de la redevance au contraire, n'est possible qu'avec le fonds dont elle forme l'accessoire (2). En d'autres termes, ne peut plus être frappée de saisie immobilière la redevance due par le concessionnaire d'une mine au propriétaire du sol lorsque cette redevance est sortie des mains de ce dernier.

Caractère des matières extraites.

Ce sont des meubles. Mais il n'en est ainsi qu'à partir du moment où le minerai a été réellement extrait, c'est-à-dire au moment où il est détaché de la mine. Jusqu'alors en effet, il s'identifie avec elle et constitue, comme elle, un immeuble.

En résumé les mines sont des immeubles, les extractions, actions, parts d'intérêts sont des meubles.

(1) Voir Aubry et Rau, t. III, p. 126.

(2) Voir Aubry et Rau, t. VIII, p. 460.

§ 2. — Droits sur les mines, quand la nue propriété et l'usufruit sont réunis dans les mêmes mains. — Droit de transmission.

Le droit de transmission est plein et entier, sauf deux restrictions sur lesquelles nous reviendrons plus tard seulement et que nous nous contentons de résumer, en disant que d'une part la concession ne doit pas être divisée, et que d'autre part elle ne doit pas être confondue avec des concessions de même nature.

La propriété, née de la concession, peut être transmise d'abord par le contrat de vente, pourvu, comme nous le disions, que la vente porte sur la totalité de la mine. Pour cela, il n'est besoin de recourir à aucune autorisation préalable du gouvernement, alors même que cette cession aurait lieu au profit d'un individu dont le gouvernement a précédemment écarté la demande. On peut trouver cette liberté de disposition dangereuse, et en contradiction avec les intérêts supérieurs qui expliquent l'intervention de l'État dans le choix des concessionnaires. Mais cette double solution s'impose. La première repose sur le texte même de l'article 7 de la loi de 1810 et sur l'exposé des motifs présenté par Saint-Jean d'Angely. Quant à la seconde, elle a reçu une confirmation indirecte qui ne manque pas de poids : elle a été admise dans une déclaration faite par le gouvernement à la Chambre des députés à la séance du 6 mars 1884 (*Journal officiel*, 1884, p. 654).

La vente a eu lieu. Pour être pleinement efficace de-

vra-t-elle être accompagnée des formalités ordinaires de la transcription ? L'affirmative est admise sans difficulté, conformément à la loi du 23 mars 1855. Il est reconnu également, qu'au point de vue du droit de mutation, on doit appliquer les règles sur les cessions immobilières. La taxe d'enregistrement de 5 fr. 50 0/0 sera exigible sur la vente de concession de mines et sur la cession de parts d'intérêts dans une société dissoute ou dont l'acte n'a pas été dressé. Si la vente comprend en outre des objets mobiliers, le droit sur cette partie du prix sera réduit à 2 0/0, à moins qu'aucune ventilation n'ait été faite et présentée à l'administration, car alors l'Enregistrement percevrait le droit de 5 fr. 50 0/0 sur la totalité du prix.

Toutes les règles civiles de la vente d'immeubles doivent être étendues à notre hypothèse. On appliquera par exemple les règles sur les actions en garantie.

En cas de non-paiement du prix de vente, le vendeur pourrait faire prononcer la résolution du contrat avec dommages et intérêts, par application de l'article 1184 et exiger la restitution de la mine vendue (Cass., 31 décembre 1856; Dalloz, 57.1.281).

Sur la question de savoir si une vente de mines peut être rescindée pour cause de lésion, les auteurs sont en désaccord. En faveur de la négative, on remarque avec Pothier, que la restitution pour cause de lésion n'est pas admise dans les contrats aléatoires et que, précisément, tel est le caractère des ventes de concession,

à raison de l'incertitude du produit. Cette incertitude rend presque impossible de fixer le juste prix d'un gisement, et par suite de dire s'il y a, et dans quelle mesure il y a lésion.

Il nous paraît plus rationnel de nous ranger à l'avis des jurisconsultes (Féraud-Giraud, Bury) qui estiment que l'article 1674 sur la rescision pour lésion de plus des sept douzièmes doit recevoir son application. Aucune disposition de la loi de 1810 ne déroge en effet à ce principe. On se trouve donc placé sous l'empire du Code civil auquel, à défaut de textes spéciaux, nous devons nous attacher résolument en matière de propriété.

La transmission de la mine en bloc, valide, quand elle se présente sous forme de vente, peut aussi avoir lieu par licitation de droits indivis. Ici encore, le principe sur l'indivisibilité de la mine est respecté, l'aliénation par adjudication ne brise pas en effet l'unité de la concession et de l'exploitation (Cass., 8 novembre 1867, Sirey, 1867.1.420).

Sans difficulté, on doit étendre les mêmes solutions aux mutations forcées, d'abord aux saisies (art. 2204 C. civ., loi de 1810, art. 7 ; V. Aubry et Rau, t. VIII, p. 460). On assimile à l'expropriation forcée, l'expropriation pour cause d'utilité publique, telle qu'elle est réglée par la loi du 3 mai 1841. Car la propriété des mines n'est pas seulement perpétuelle et transmissible. Elle est aussi inviolable. Le concessionnaire, s'il se voit enlever son domaine, a le droit de réclamer préalable-

ment une indemnité réparatrice (Cass., 3 mars 1841 ; Sirey, 1841. 1.259). Le transfert de propriété ne résulte pas seulement des aliénations volontaires ou forcées, il peut se produire à la suite d'une prescription. Les mines y sont-elles sujettes ? Assurément. Mais bien entendu, le non-usage, c'est-à-dire le défaut d'exploitation d'une mine pendant trente ans n'entraîne pas la perte du droit du cessionnaire (à moins, bien entendu, que l'État, comme c'est son droit, et au nom de l'intérêt public, n'exproprie le concessionnaire négligent), il faut encore que le tiers qui prétend à la propriété ait fait des actes affirmant son droit.

Quelle sera la durée de la possession exigée pour l'acquisition du gisement ? Trente ans si on invoque la prescription trentenaire ; dix et vingt ans si l'on se trouve dans les conditions indiquées par l'article 2265 du Code civil, c'est-à-dire si l'acquéreur est de bonne foi et possède un juste titre. A ce propos s'est posée la question fort délicate de savoir si un acte de concession constitue une juste cause suffisante pour légitimer la prescription de dix à vingt ans. Cette hypothèse se rencontre lorsque, par erreur, l'État a concédé une mine qui avait fait l'objet d'une concession antérieure valable. Le concessionnaire second en titre et de bonne foi pourra-t-il invoquer la prescription décennale ? L'affirmative a été admise le 9 juin 1841 par la Cour de Bruxelles (*Pasicrisie belge*, 43.2.73) ; la négative le 21 mai 1853 par la Cour de Liège (*Pasicr.*, 54.1.264).

C'est à la première opinion que nous nous rangeons (voir aussi Féraud-Giraud, t. I, p. 92 et 93).

L'acte de concession constitue, suivant nous, un titre suffisant ; il émane en effet de celui auquel la loi donnait le droit de le délivrer, et, dans ces conditions, la bonne foi existe aussi bien chez le possesseur du titre de concession que chez celui qui l'a remis. On objecte que l'État, même avant la première concession, n'était pas propriétaire et que, par conséquent, le second concessionnaire ne pouvait, en aucune façon, croire qu'il avait traité avec le vrai propriétaire. Il ne pouvait pas le croire, parce que l'État, quoique libre de choisir le concessionnaire, n'a cependant pas le *dominium* sur le droit qu'il concède : il ne possède ni la réalité ni l'apparence de la propriété. Et le second concessionnaire, bien qu'ignorant la première concession, et bien que, à ce point de vue, de bonne foi, ne peut cependant pas passer pour tel, puisqu'il devrait savoir que l'État n'est pas propriétaire des mines. Mais c'est une pure subtilité, car s'il n'est pas propriétaire des mines, lui seul du moins a le droit d'en disposer, de créer et de délivrer le titre qui investit le propriétaire. Toutes les conditions du juste titre sont donc remplies. Le concessionnaire, second en date s'est bien trouvé en rapports avec le propriétaire apparent ou celui qui est assimilé au propriétaire apparent.

Dans les explications qui précèdent, nous avons toujours supposé une mine concédée ; car nous avons dit

qu'un gisement, tant qu'il n'avait pas fait l'objet d'une concession était *res nullius*, et que, par conséquent, il ne pouvait y avoir une mine au sens juridique du mot.

Du droit de transmission nous rapprocherons la renonciation à la propriété de la mine. Un concessionnaire peut-il exercer cette faculté ? L'administration s'est toujours prononcée dans le sens de l'affirmative. Et une circulaire du directeur général des mines en date du 3 novembre 1834 a précisément eu pour objet de poser les règles auxquelles doivent se soumettre les fonctionnaires chargés de statuer sur la demande en renonciation (1).

Néanmoins deux objections ont été dirigées contre cette doctrine, ou plutôt contre cette pratique. On a invoqué, contre le droit de renonciation les travaux préparatoires. Le projet de la loi de 1810 contenait en effet une section (sect. 2, titre 5) consacrant et organisant le droit de renonciation, mais cette section a disparu dans la rédaction définitive. C'est donc, dit-on, que le législateur a entendu prohiber cette faculté. Et, ajoutent certains (Bury, *Traité de législation des mines en France et en Belgique*, tome 2, n° 1277), cette prohibition se comprend, elle est en harmonie avec les principes généraux du droit. Est-il possible de renoncer purement et simplement à un droit de propriété immobilière ? Non, car que deviendrait alors la chose ?

(1) Voir Dalloz, *Répertoire*, V° Mines, n° 313.

dans quel patrimoine tomberait-elle ? Eh bien, la mine est une propriété immobilière, aussi incommutable et perpétuelle que la propriété ordinaire. Elle doit, à ce point de vue, lui être assimilée puisqu'aucune disposition spéciale n'a dérogé au droit commun.

Nous répondons à l'argument tiré des travaux préparatoires qu'ils ne nous paraissent pas être défavorables à notre doctrine. Les articles concernant la renonciation étaient compris dans une partie réglementaire consacrant le système de la déchéance et de l'expropriation forcée ; ils ont sombré avec les dispositions dont ils formaient la dépendance. Mais si l'intention du législateur avait été de prohiber la renonciation, il ne se serait pas contenté de la passer sous silence : il l'aurait expressément écartée. Il est vrai qu'on soutient que cette interdiction résulte suffisamment des principes généraux.

C'est ici, nous le craignons, que gît la confusion. En réalité, les situations pour lesquelles on prétend établir une analogie ne sont pas semblables. L'abandon de la propriété par le propriétaire foncier ordinaire ou si l'on préfère, le non-usage n'est pas (du moins, dans la théorie générale, car rien n'empêcherait, vu l'absence de texte, de soutenir le contraire) une cause suffisante d'extinction du droit de propriété, parce qu'aucun signe extérieur ne vient traduire la volonté du propriétaire et différencier la renonciation de la simple négligence, parce qu'aussi peut-être, on ne voit pas l'utilité d'ad-

mettre la validité d'un acte qui ne profiterait immédiatement à aucun individu, et dont la conséquence essentiellement secrète, ignorée du public (car comment saurai-je si et à partir de quel moment tel ou tel propriétaire a renoncé à son bien ?) aboutit à créer une *res nullius* inutile à la société et qui restera inutilisée fort longtemps puisque rien n'en vient révéler l'existence. Sans doute, on peut objecter les deux articles 539 et 713 du Code civil d'après lesquels les biens vacants appartiennent à l'État ; mais les inconvénients de l'abandon subsistent tout entiers, même en acceptant l'interprétation qu'on donne de cette doctrine, jusqu'au moment où la vacance est déclarée, et ici nous sommes bien obligés de remarquer qu'aucun texte ne détermine les formalités préliminaires de la vacance et la durée de l'abandon qu'elle suppose, ce qui rend singulièrement arbitraire dans l'application le système qui attribue les biens vacants à l'État. Tout autre est la condition de la propriété minière. Lorsque le maître y renonce, il doit avertir l'administration dont l'autorisation même est exigée ; la propriété de la mine abandonnée par son titulaire peut donc être immédiatement utilisée puisque l'État peut la concéder à un autre. La renonciation est alors publique ; elle a lieu entre les mains de fonctionnaires, qui, si le bien est de nature à être mis en valeur productivement, l'attribueront à de nouveaux exploitants. L'argument d'analogie tiré du droit commun de la propriété foncière est donc sans base solide. Reste

l'argument des travaux préparatoires dont l'aspect tout négatif ne saurait pas plus suffire à nous déterminer qu'il n'a déterminé l'administration qui, dès 1812, s'occupait de régler la procédure de la renonciation.

Comme toutes les propriétés immobilières, les mines peuvent être grevées d'hypothèque ou de privilège. L'article 21 de la loi de 1810 a tenu à s'en expliquer. Un doute sur ce point aurait été désastreux pour l'exploitation des mines qui, à raison des immenses capitaux qu'elle exige, a besoin d'un large crédit réel.

Nous nous sommes jusqu'ici exclusivement occupé de la transmission de la propriété minière immobilière.

Or souvent, surtout depuis notre siècle, la mine n'est pas la propriété d'un individu ; elle appartient à une société, personne morale, qui s'est procuré le capital nécessaire à l'exploitation par l'émission d'actions ou de parts d'intérêt. Et ainsi, aujourd'hui, les particuliers rarement propriétaires de mines sont au contraire souvent propriétaires de titres miniers.

Ces valeurs mobilières, est-il besoin de le remarquer, pourront faire, elles aussi, l'objet d'actes de transfert. Le paragraphe dernier de l'article 8 de la loi de 1810 prouve que non seulement on a entendu autoriser ces cessions, mais encore qu'on a voulu les faciliter.

Le mode de transmission varie suivant la nature du titre : le transfert s'opérera par la simple tradition, si le titre est au porteur, par l'endossement s'il est à ordre, par la déclaration de transfert inscrite sur les re-

gistres de la société signée approuvée par le cédant, s'il est nominatif. La majorité des auteurs reconnaît du reste que l'article 1861 du Code civil, en vertu duquel un associé ne peut, sans le consentement des autres associés, faire participer une tierce personne à l'association, ne sera jamais applicable aux sociétés minières. Pour faciliter, en effet, leur cession, la loi déclare meubles les actions ou intérêts, que les sociétés aient adopté ou non la forme commerciale. Dès lors toute disposition entravant ces transmissions doit être écartée. Voilà pourquoi l'article 1861 nous semble inapplicable.

La cession des parts dans une mine substitue activement et passivement l'acquéreur aux droits et obligations du cédant. L'acquéreur, dès lors, est traité comme l'associé qu'il remplace ; il touche les bénéfices, il contribue aux dettes et charges de la société.

Lorsqu'un transfert de cette nature a lieu, on s'est demandé si la société ou les associés auraient le droit de retenir pour leur compte, par voie de préférence, les valeurs cédées à des étrangers. Autrefois, ce droit de « retrait social » était une pratique courante dans les charbonnages du Hainaut, du pays de Liège, de la province de Mons. Mais la révolution ayant supprimé tous les retraits (loi 13-18 juin 1790, décret 13 mai 1792) et le Code civil n'ayant rétabli que le retrait successoral, le retrait litigieux et le retrait d'indivision, il en résulte que le retrait social n'existe plus aujourd'hui de plein droit. Rien n'empêche du reste la société de stipuler

dans l'acte de constitution un droit de préférence à son profit, en cas de vente de titres miniers et alors il sera exercé dans les conditions déterminées par les statuts, c'est-à-dire tantôt par les associés tantôt par les administrateurs. Mais s'il n'a pas été stipulé d'avance, il ne peut être réclamé (1).

Le délai pour intenter l'action sera ordinairement fixé par l'acte de constitution. En cas de silence, nous ne croyons pas, malgré le dissentiment de la Cour de Bruxelles (25 juin 1862, *Pasicrisie*, 63.2.140) que la durée pendant laquelle le retrait peut s'exercer soit illimitée. Cette doctrine serait en effet contraire à l'esprit du Code qui répugne aux propriétés incertaines durant un espace de temps sans bornes. Il y aura donc lieu de fixer un délai, en prenant en considération les usages du pays. On peut citer en ce sens trois décisions de Bruxelles, Mons, Douai (Voir Féraud-Giraud, t. 1, p. 85).

Pour se protéger contre l'éventualité du retrait, le cessionnaire obtient souvent de son cédant l'insertion dans le contrat d'une clause stipulant qu'au cas où le retrait serait exercé, la vente par le fait même serait déclarée nulle, et la situation rétablie comme si la vente n'avait pas eu lieu. Cette convention est-elle licite? La raison de douter vient de ce qu'elle aboutit à anéantir pratiquement une faculté que l'acte de constitution a créée en utilisant la liberté laissée par la loi aux parties. Néanmoins nous admettons la validité de cette clause,

(1) En ce sens : M. Boistel, *Cours de droit commercial*, n° 385.

car le retrait conventionnel n'est pas d'ordre public.

Le retrait agit comme une sorte de condition résolutoire de la vente. De là résulte une idée qui nous éclaire sur la question de savoir à qui appartiennent les parts vendues, tant que les délais ne sont pas expirés.

Dès le jour de la convention, la propriété passe sur la tête de l'acheteur. Seulement, étant propriétaire sous condition résolutoire, il cessera de l'être lorsque le retrait sera exercé.

Décider, comme l'a fait la Cour de Bruxelles (25 avril 1870, *Pasicrisie*, 71.2.425), que l'actionnaire qui a cédé son intérêt doit être considéré comme propriétaire des parts concédées jusqu'à l'accomplissement du retrait, c'est dire que le vendeur reste propriétaire, *pendente conditione*, que donc les risques sont pour lui ; c'est décider qu'une aliénation sous condition résolutoire n'a aucun effet jusqu'à l'expiration du délai pour la réalisation de la condition, c'est donc renverser tous les principes de droit. Nous ne saurions accepter cette décision.

Les actions et parts d'intérêts peuvent donc faire l'objet d'aliénation volontaire. Elles peuvent faire aussi l'objet d'aliénations forcées, notamment de saisies. Quelle sera alors la procédure à suivre ? On se trouve ici en présence de meubles incorporels et on appliquera les règles de la saisie-arrêt.

Nous avons terminé l'examen de l'application du droit commun de la propriété à la transmission volon-

taire ou forcée des mines et des parts d'entreprises minières. Quant aux matières extraites, elles peuvent être vendues librement. Il n'est peut-être pas sans intérêt de noter qu'il n'en est pas ainsi dans tous les pays. Par exemple les concessionnaires des mines d'or de Sibérie sont obligés de vendre le métal jaune à l'État (Voir Pierre Leroy-Beaulieu, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1898, p. 349). Mais ce système destiné à favoriser la mise en valeur des terrains aurifères en ouvrant un débouché constant à leurs produits offre des inconvénients soit pour l'État, qui doit transporter des quantités considérables de métal, et, par suite, est obligé, à cause des risques spéciaux qu'il court, d'employer des escortes armées, soit pour les concessionnaires obligés d'envoyer leur or au loin, aux fonderies de Tomsk et d'Irkoutsk et d'attendre plusieurs mois le paiement.

§ 3. — Droit de jouissance. — Exercice de l'usus et du fructus, considéré dans ses rapports avec le droit commun.

L'usage. — La propriété des mines est en principe soumise aux règles générales de la législation civile. Un droit d'usage peut donc être établi sur elles soit au profit d'individus, soit au profit d'un groupe d'habitants qui pourront, comme les bénéficiaires d'un droit d'usage sur les bois, tirer de la mine ce qui est nécessaire aux besoins de leur famille. Mais, dans l'exercice de ce droit, les bénéficiaires devront respecter les règles fondamentales de la loi de 1810 et notamment

l'unité d'exploitation et l'interdiction de la morceler.

Pour se conformer à cette prescription, les usagers ne pourront extraire eux-mêmes les quantités en rapport avec leurs besoins auxquelles ils ont droit : ils devront les recevoir du propriétaire.

La possession de bonne foi des mines obéit-elle aux principes du droit commun ? Avec la majorité des auteurs (Aubry et Rau, t. II, p. 275 ; Demolombe, t. IX, n° 621 ; Féraud-Giraud, n° 27 ; Bury, n° 1427), nous nous prononcerons pour l'affirmative : le possesseur de bonne foi d'une mine, fait siennes les matières extraites, conformément à l'article 549 du Code civil, pourvu qu'il s'agisse de mines déjà ouvertes au moment de son entrée en jouissance (Demolombe, t. IX, n° 622). Alors, en effet, les produits de la mine sont considérés comme des fruits (argument de l'art. 598, C. civ.). Il ne sert donc à rien d'objecter que la condition du possesseur de bonne foi d'un fonds est différente de la condition du possesseur de bonne foi d'une mine, le premier ne gardant que les produits périodiques de la chose et restituant l'immeuble dans son intégralité au *verus dominus*, le possesseur de la mine au contraire diminuant et épuisant la valeur du fonds au fur et à mesure des extractions dont la durée est nécessairement limitée, s'attribuant dès lors une partie de la mine sous prétexte de conserver les fruits. Cette considération, d'une justesse d'ailleurs contestable, puisque pour certains auteurs le fruit est non pas le produit périodique,

mais le produit conforme à la destination de la chose, tend à prouver seulement que la notion ordinaire des fruits est inapplicable dans notre matière (1) : les produits de la mine ne se renouvellent pas, c'est certain. Ce phénomène indéniable est-il cependant de nature à amener la confusion absolue entre le droit de jouir et celui de disposer, et à faire admettre que seul, le propriétaire plein aura des droits sur les produits de la mine ? Le législateur ne l'a pas pensé. Et cela se comprend sans peine. Une telle doctrine aurait abouti à la prohibition complète des actes qui sépareraient la jouissance de la propriété. A quoi bon, en effet, acquérir l'usage, l'usufruit, si ces droits sont frappés d'inefficacité pratique, si leur titulaire n'acquiert pas les substances extraites ? Pour que ces démembrements de la propriété fussent établis, pour que le *jus utendi* ou *fruendi* pût être détaché du *jus abutendi*, il fallait nécessairement reconnaître à tout ou partie des produits miniers la qualité de fruits.

Fallait-il pour cela confondre à tous points de vue ces deux objets ? Le législateur ne l'a pas pensé non plus ; il a fait une cote mal taillée. Entre les deux autres conceptions possibles : tous les produits de la mine sont des fruits ; aucun produit de la mine n'est un fruit, il a pris un parti intermédiaire. Le compromis a consisté à distinguer, comme nous le verrons à propos de l'usufruit, entre les produits des mines ouvertes avant le

(1) Voir page 74.

commencement de l'usufruit et les produits des mines qui ne sont pas ouvertes à ce moment. Dans le premier cas, les produits des fruits ; dans le second cas, ils sont des fractions du capital foncier. Appliquant ce critérium posé par l'article 598 dans une matière voisine de la nôtre, nous dirons donc, conformément à l'opinion unanime, que le possesseur de bonne foi fait toujours siens les produits de la mine, car la possession de la mine suppose nécessairement que la mine est ouverte, et comme les produits d'une mine ouverte sont des fruits, il en résulte qu'ils doivent être attribués à toute personne qui a droit aux fruits, donc par conséquent au possesseur de bonne foi. Ainsi donc le Code civil aurait pu, suivant nous, refuser au possesseur de bonne foi qui s'est matériellement installé sur la mine concédée le droit d'en acquérir, c'est-à-dire d'en percevoir et d'en garder les produits : en un mot, il aurait pu considérer toutes les matières extraites comme des fractions du capital ; mais il a préféré écarter cette solution et c'est dans ce but qu'il a écrit l'article 598.

Le bail d'une mine est une autre application du droit de jouissance avec cette différence que le droit résultant du bail est un droit personnel et non pas réel. Les principes généraux fonctionnent-ils ici, et dans quelle mesure ? Deux difficultés préalables se présentent d'abord. Il s'agit de savoir si le bail ayant, bien entendu, pour objet la totalité de la mine est licite, et si cette convention portant sur la jouissance d'une mine est vraiment un bail d'après la législation civile.

La première question relative à la validité du bail des mines a toujours été tranchée par la jurisprudence dans le sens de l'affirmative. Sans doute une raison de douter naissait des graves inconvénients que peut produire ce contrat. Le preneur mis en jouissance pour un temps limité songera en effet beaucoup moins à l'avenir qu'au présent. Sa direction peu prévoyante tendra à tirer le maximum de produits avec le minimum de frais; elle se fera même la plus épuisante possible. Mais cet argument, du reste contestable à raison des pouvoirs de contrôle attribués à l'État sur les exploitations privées, ne pouvait suffire à faire écarter le principe de l'article 7 de la loi de 1810 suivant lequel, sauf dérogation expresse, la propriété minière est traitée comme la propriété ordinaire (Voir Cassation, 20 décembre 1837, Sirey, 1838.1.91).

La convention ayant pour objet la concession temporaire et à prix d'argent de la jouissance des mines est donc valable. Mais constitue-t-elle un véritable bail? Pour comprendre la difficulté, il faut se rappeler que le bail d'un fonds rural est l'acte qui confère au fermier le droit de percevoir les fruits. Le bail d'une mine peut-il offrir ce caractère? Non, les produits de la mine, nous l'avons déjà observé, ne sont pas périodiques puisqu'ils ne se renouvellent pas, ils forment une partie de la substance même de la mine. La jouissance de celle-ci ne présente donc aucune ressemblance avec la jouissance d'un domaine : la perception des fruits du do-

maine n'épuise pas sa substance, l'extraction de tous les produits de la mine aboutit à son anéantissement.

Cette différence étant ainsi mise en lumière, on s'explique la conception spéciale que la jurisprudence se fait du bail des mines. Suivant la Cour de cassation (28 janvier 1857, Sirey, 57.1.640 et Dalloz, 57.1.391 ; 12 janvier 1897, Sirey, 98.1.49), c'est un acte de caractère mixte participant du contrat de vente et du contrat de louage, mais empruntant ses principales règles au premier de ces deux contrats. Le bail d'une mine étant une vente de valeurs mobilières à extraire, il en résulte qu'il y a lieu de percevoir le droit d'enregistrement afférent aux ventes mobilières (voir sur ce point l'arrêt précité du 28 janvier 1857) et non, malgré les prétentions contraires de l'Enregistrement (instruction du 19 juillet 1834), l'impôt relatif aux ventes immobilières (Cassation, 11 janvier 1843, Sirey, 1843.1.317). Les risques sont, non pour le cédant (même au cas de bail), mais pour le cessionnaire acquéreur.

Tel est le principe. Néanmoins la cession par le cessionnaire du droit d'exploiter la mine constitue un bail au sens civil de ce mot, lorsque le propriétaire aura clairement manifesté son intention d'assimiler l'extraction des minerais à la perception des fruits d'un immeuble, bien que, à la différence des fruits, les produits de la mine ne se renouvellent pas. Il en sera notamment ainsi, lorsque la cession temporaire de la jouissance aura eu lieu moyennant une redevance calculée par

tonne de minerai extraite. C'est ce qu'a décidé Paris, 24 juin 1885 sous Cass., 29 juin 1886 (Dalloz, 1887.1.79 ; Sirey, 1889.1.266).

Cette doctrine, approuvée dans son ensemble par des auteurs considérables (voir notamment Laurent, *Droit civil*, t. 25, n° 8), a néanmoins été contestée par trois catégories d'auteurs qui voient dans le bail des mines, les uns une vente immobilière, les autres tantôt un bail, tantôt une vente mobilière, les derniers toujours un bail.

Les deux premières doctrines ne nous retiendront pas longtemps. D'après la première représentée par Féraud-Giraud (t. 1, n°s 56 et 57) et par les auteurs de l'instruction fiscale du 19 juillet 1834 sur les droits d'enregistrement applicables en matière minière, la cession tout au moins perpétuelle du droit d'exploiter serait une vente immobilière. L'acquéreur en effet, dit-on, possède pratiquement les mêmes attributs que le concessionnaire primitif : il a en effet le droit de prolonger les extractions jusqu'à épuisement complet du gîte. Nous estimons cependant que cette considération n'est pas suffisante pour autoriser l'assimilation qu'on prétend établir. Le propriétaire d'une mine est propriétaire du gisement, du minerai même non extrait ; le preneur à bail au contraire n'est propriétaire que des matières qui en sont détachées. Il y a là une différence essentielle prouvant que la vente indirecte résultant du bail a porté non sur la mine, mais exclusivement sur les extractions,

donc sur des objets mobiliers. La vente ayant pour objet des meubles est mobilière.

Soit, répondent les partisans de la deuxième doctrine, la vente est mobilière. Mais il n'en sera pas toujours ainsi. Il est nécessaire de distinguer entre la cession temporaire et la cession perpétuelle du droit d'exploiter (Paul Pont, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1851, t. I, p. 547). La cession perpétuelle constitue une vraie vente puisqu'elle confère au preneur la faculté d'exploiter jusqu'à épuisement. Mais la même solution ne saurait être étendue au cas de bail à durée limitée ; l'extraction n'entraîne pas la destruction de la mine. Dans ce cas, la perception des produits équivaut à un simple acte de jouissance. Le contrat n'est plus une vente mobilière, c'est un bail.

Nous ne croyons pas ce raisonnement exact et pour les motifs suivants. Ce n'est pas la durée du droit conféré par un acte qui en révèle la vraie nature juridique. Qu'importe que l'extraction se prolonge un an ou cent ans. La question reste toujours la même, et c'est celle de savoir si le prélèvement d'une partie d'un capital quelconque peut être considéré comme un mode de jouissance. On peut répondre par l'affirmative, on peut répondre par la négative : mais il ne nous semble pas logique de répondre à la fois par l'affirmative et par la négative. Ce subterfuge rappelle trop le cri plaisant de la fable :

« Je suis oiseau ! Voyez mes ailes !.....

« Je suis souris ! Vivent les rats...

En voulant tout concilier, on méconnaît la signification et le fondement des systèmes en présence.

La seule doctrine, vraiment sérieuse, suivant nous, est celle que nous avons annoncée en troisième lieu.

Elle prend le contrepied de la jurisprudence et soutient que le bail temporaire ou perpétuel d'une mine est un véritable bail. Sans doute, dit-on, le preneur n'a droit qu'aux fruits de la chose louée, et les fruits se reconnaissant à leur caractère de périodicité, on ne pourrait, si la loi n'avait pas décidé le contraire, considérer comme des fruits naturels les matières extraites, puisqu'elles ne se renouvellent pas. Oui, dans le silence des textes, la perception d'une portion d'un capital, d'un produit non périodique n'aurait être considérée comme un mode de jouissance, mais il s'agit précisément de savoir si notre loi n'a pas entendu renverser cette vue logique, et assimiler aux fruits les substances minérales extraites. Ouvrons donc le Code civil et lisons les dispositions relatives aux mines. Elles se trouvent, il est vrai, aux chapitres de l'usufruit ordinaire (art. 598) ou de la communauté (art. 1403). Mais qu'importe ! C'est toujours à l'occasion des détails particuliers que le législateur exprime ses idées générales. Que voyons-nous dans ces articles ? C'est qu'il a vraiment considéré les produits des mines ouvertes comme de véritables fruits civils et non comme des produits de la mine. Rien de plus naturel dès lors que d'étendre au bail la solution consacrée par ces dispositions. Elles ne sont que la manifes-

tation particulière d'une théorie plus générale qui domine le Code tout entier.

Sans méconnaître la vigueur de cet argument, nous ne le croyons pas concluant. Les articles 598 et 1403 en rangeant dans la classe des fruits des produits non périodiques dérogent au droit commun. Or toute exception doit être restreinte aux termes mêmes où elle a été établie. Il est donc contraire à une saine interprétation d'étendre au bail des dispositions qui visent seulement l'usufruit ordinaire ou marital. La perception des produits de la mine rentre dans le *jus abutendi* et non dans le *jus fruendi*. La cession du droit d'exploiter les minerais est non un bail, mais une vente mobilière.

Servitudes. — Les mines sont, en principe, soumises au droit commun. Comme toute propriété immobilière, elles peuvent donc être grevées de servitudes actives ou passives. L'hypothèse est assez pratique aujourd'hui : dans plusieurs régions de la France (Gard, Loire, Nord) il existe des gisements considérables qui donnent lieu à ces rapports de voisinage, pour la facilité desquels peuvent être créés les démembrements de propriété dont nous parlons.

Nous avons ainsi terminé l'examen des questions civiles les plus notables auxquelles donne lieu l'étude du droit du concessionnaire quand celui-ci reste plein propriétaire de la mine. Recherchons ce qui se passe quand l'usufruit de la mine est détaché de la propriété.

CHAPITRE IV

L'USUFRUIT ORDINAIRE DES MINES.

SOMMAIRE. — § 1. — Position de la question ; causes de sa difficulté.
— Les trois systèmes possibles. — Rome. — L'ancien droit.

§ 2. — Le Code civil. — Cas dans lesquels l'usufruitier de la surface a droit aux produits de la mine. — Formes de l'exercice de ce droit. — Obligations et droits spéciaux de l'usufruitier.

§ 3. — Changements apportés par la loi de 1810. — Libre transmissibilité de la concession. — Distinction de la mine et de la superficie. — Distinction des mines et des minières ou carrières.

§ 1. — Position de la question ; causes de sa difficulté.

Les difficultés relatives à l'usufruit des mines proviennent de la nature spéciale des matières extraites. Elles ne se renouvellent pas, elles forment une partie intégrante du gisement d'où elles sont tirées. Sans doute elles sont conformes à la destination du fonds, mais il leur manque souvent le second caractère qui d'ordinaire est indiqué dans toute définition des fruits : la périodicité (1).

(1) La plupart des auteurs, en effet, donnent du « fruit » une définition qui ne semble pas, en principe, s'appliquer aux produits des mines et qui explique par là même les tâtonnements du législateur sur la solution à leur appliquer.

« On entend par fruits », disent MM. Aubry et Rau (t. II, p. 185, 4^e édition), « les objets qu'une chose produit et reproduit annuel-

Comment alors les traiter ? Comme des produits ou comme des fruits ? Trois conceptions se présentent à l'esprit, comme possibles. Suivant l'une, les substances minérales sont des produits. Suivant l'autre, elles sont des fruits. D'après la dernière, elles constituent, tantôt des produits, tantôt des fruits.

Reprenons l'examen de ces divers systèmes.

Premier système. — On considère les parcelles arrachées à la mine comme des fruits. Sans doute elles ne sont pas naturellement périodiques, sans doute leur extraction épuise ou altère la substance du gisement, mais ces différences juridiques et matérielles incontestables ne doivent pas faire méconnaître l'intérêt de premier ordre qu'il y a à l'assimilation des produits aux fruits. Cet intérêt se manifeste à plusieurs points de vue. D'abord on facilite ainsi une utilisation bien plus large de la mine par son propriétaire. Si les pro-

» lement, ou à des intervalles périodiques plus éloignés, sans alté-
 » ration ou diminution de sa substance, ainsi que les revenus pé-
 » riodiques qu'on peut retirer de la cession de sa jouissance. Les
 » premiers sont appelés fruits naturels ou industriels, les seconds
 » fruits civils. »

« On entend par fruits », disent encore MM. Demante et Colmet
 de Santerre (t. II, p. 466, 3^e édition parue en 1896), « non seulement
 » les produits périodiques de la terre et des plantes, mais généra-
 » lement tout ce qu'une chose est destinée à produire et reproduire,
 » et tous les revenus qu'on peut périodiquement recueillir à son
 » sujet. »

« En thèse générale, les produits des mines et des carrières ne
 » peuvent pas être considérés comme des fruits, car ils ne se re-
 » nouvellent pas à mesure qu'ils sont extraits du fonds. » (Rodière
 et Pont, *Traité du contrat de mariage*, t. I, p. 407, 2^e édition.)

duits n'étaient pas traités comme des fruits, celui-ci n'aurait pas avantage à donner simplement à usufruit son gisement. Quelle est la personne qui aspirerait au titre d'usufruitière d'une mine dont elle n'acquiert pas les produits ? Le propriétaire ne pourrait donc utiliser sérieusement sa mine qu'en la vendant, qu'en en disposant, et l'aliénation est toujours le dernier parti à recommander, le dernier qu'on suivra. Le système qui soumet les matières extraites de la mine aux règles juridiques des produits entrave donc la liberté d'action des propriétaires. Il pousse ainsi à l'inertie le titulaire de l'usufruit. A quoi bon, en effet, faire des fouilles ? A quoi bon apporter à l'exploitation ses soins et son activité ? Les substances arrachées péniblement au sol appartiennent à un autre. L'usufruitier qui donne son travail aux opérations de la mine joue un rôle de dupe. On peut lui appliquer les vers célèbres du poète latin :

Sic vos non vobis mellificatis, apes !

Ainsi, pour permettre au propriétaire de tirer sous la forme qu'il lui plaira toute l'utilité enfermée dans son fonds, pour exciter l'usufruitier à mettre en valeur les ressources du tréfonds, il n'est qu'un moyen : c'est de considérer l'extraction comme un acte de jouissance, les produits comme des fruits et d'autoriser l'usufruitier à les percevoir et à les conserver en pleine propriété. Telle fut la solution donnée à la question par le droit romain. De la loi 13 § 5, Digeste, *de usufructu*, notamment, il résulte que le droit d'extraction rentrait

dans le *jus fruendi* et que ce droit pouvait s'exercer sans distinguer si l'exploitation en était ou non déjà commencée à l'ouverture de l'usufruit. En d'autres termes l'usufruitier était libre soit de continuer l'exploitation déjà ouverte, soit d'en créer une, *ipse instituere*. Toujours le produit était un fruit.

Une exception, pour les marbres, fut cependant apportée à la règle. Le grand rôle que jouaient ces matériaux dans la construction ou la décoration des villes fit admettre que l'usufruitier n'acquerrait la propriété des produits que dans les deux hypothèses suivantes : d'abord quand l'exploitation était déjà commencée au moment de l'entrée en jouissance, ensuite lorsqu'il s'agissait des espèces de marbres considérées, par les idées du temps, comme pouvant se reproduire d'elles-mêmes. Sous ces réserves, le produit de ces carrières n'appartenait pas à l'usufruitier. Cette doctrine est exprimée dans les lois 18, Digeste, *de fundo dotali* ; et 7 § 13, Digeste, *solutio matrimonio*. Comparez Accarias, *Précis de droit romain*, t. I, n° 275.

Second système. — Suivant lui, aucun produit de la mine n'est un fruit.

Ce système s'appuie d'abord sur la constatation que les substances minérales ne se renouvellent pas périodiquement. Les assimiler aux fruits qui, par définition, sont des produits périodiques, c'est commettre une confusion grossière et pécher contre la nature des choses.

La doctrine qui range le droit d'extraction dans le

jus fruendi n'est pas, dit-on, seulement antijuridique, elle est aussi contraire à l'intérêt public. Que commandent en effet les exigences de la vie sociale ? C'est qu'on protège les mines contre les abus d'exploitation qui risqueraient d'en amener l'épuisement prématuré. Cette nécessité, le premier système la méconnaît absolument puisqu'il encourage l'usufruitier à la recherche et à la mise en valeur des gîtes, puisqu'il donne au propriétaire toutes facilités pour céder son droit de jouissance à titre de servitude personnelle. La situation beaucoup trop favorable faite à l'usufruitier constitue une menace permanente pour la société intéressée à la conservation de ses richesses minérales. Sans doute on peut objecter que l'usufruitier, du moins lorsqu'il acquiert l'usufruit à titre onéreux, paie le droit d'exploiter la mine, et que la nécessité de faire ce débours est un obstacle au développement d'une production excessive ; mais les législateurs qui ont consacré ce système n'ont pas jugé ainsi ; ils ont considéré qu'il n'y avait pas là un frein suffisant. Voilà pourquoi il faut revenir à la nature des choses en déclassant le droit d'extraction et en le faisant passer du *jus fruendi* dans le *jus abutendi*. Dans cette conception, l'usufruitier n'a aucun droit à la jouissance des mines et carrières situées dans le fonds soumis à l'usufruit, fussent-elles ouvertes antérieurement à l'entrée en jouissance.

C'est le système consacré dans notre ancienne législation. Une seule dérogation fut admise au principe.

Elle se référait aux carrières qu'on pouvait en effet presque regarder comme inépuisables. Alors l'usufruitier pouvait continuer l'exploitation commencée par le propriétaire en se conformant aux modes d'aménagement de ce dernier. Pothier s'exprime de la façon suivante sur cette exception : « lorsque le propriétaire de » l'héritage sur lequel les carrières sont établies a été » dans l'usage de se faire une espèce de revenu de ses » carrières, les personnes qui succèdent à ce propriétaire, à l'usufruit de cet héritage, peuvent user des » carrières de la même manière qu'il en userait et s'en » faire un pareil revenu » (*Traité du douaire*, n° 196) (1).

Troisième système.—Le législateur de 1804 se trouvait en présence de ces deux systèmes originaux, complets, francs. Dans l'esprit de conciliation que nous retrouvons souvent chez lui il a combiné les deux systèmes.

Le projet du Code Napoléon (liv. 2, tit. 3, art. 23) portait, il est vrai, que les mines et carrières ne sont pas comprises dans l'usufruit. Mais cette disposition consacrant les coutumes suivies généralement dans l'ancienne France fut rejetée et remplacée par l'article 598 du Code civil.

Nous devons rechercher successivement dans quels cas l'usufruitier avait droit aux produits de la mine sous l'empire du Code civil ; — quels étaient alors ses droits et ses devoirs particuliers ; — quelles modifications la loi de 1810 a apportées à ce régime.

(1) Voir aussi *Traité de la communauté*, n° 94.

§ 2. — Le Code civil.

De l'article 598 du Code civil il résulte que pour savoir si le produit de la mine sera ou non un fruit, il faut consulter l'intention du propriétaire. Mais, à quel signe extérieur la reconnaître ? Il ne peut s'agir de s'adresser au nu propriétaire lui-même, car, surtout s'il est distinct de la personne qui a créé l'usufruit et qui peut-être est morte ou a cessé de posséder le domaine, il s'efforcera de limiter le plus possible la partie de la servitude qui grève son fonds. Il refusera toujours à l'usufruitier le droit de percevoir les produits.

On doit donc recourir à une présomption. Le propriétaire sera présumé avoir voulu qu'on traite les produits comme des fruits, qu'on considère l'extraction comme un acte de jouissance, lorsque lui-même aura commencé à tirer des produits, à faire des extractions dans son fonds. L'usufruitier aura donc le droit de jouir quand le propriétaire jouissait déjà de la mine. En un mot, le signe extérieur qui révèle la volonté du propriétaire d'assimiler les produits à des fruits, et de comprendre l'exploitation dans le *jus fruendi*, c'est l'ouverture de la mine avant le commencement de l'usufruit. L'usufruitier doit se conformer au mode de jouissance établi au moment de l'entrée en jouissance. Dès lors, il n'aura aucun droit au produit des mines, minières, carrières, etc., qui n'étaient pas alors en exploitation. Il a au

contraire le droit de jouir comme le propriétaire lui-même, pendant la durée de l'usufruit, des mines, minières, carrières qui étaient en exploitation lors de l'ouverture de l'usufruit.

Reprenons successivement l'étude de ces deux situations.

α. — La mine n'était pas ouverte au moment de l'entrée en jouissance (art. 598, § 2).

Alors l'intention du père de famille fait défaut, il n'a pas imprimé au tréfonds la destination d'être mine. De plus l'usufruitier ne peut jouir que comme le propriétaire jouissait lui-même, il ne peut altérer la substance du fonds soumis à la servitude. Pour ces deux motifs, l'usufruitier n'a pas droit aux produits.

Néanmoins la mine est une valeur sociale trop considérable pour que l'État n'ait pas le droit d'autoriser l'ouverture de l'exploitation pendant l'usufruit. Aussi la loi de 1791 permet-elle à l'administration de concéder la mine malgré l'opposition du propriétaire, à plus forte raison contre le gré de l'usufruitier.

Supposons donc que la mine soit concédée après l'ouverture de l'usufruit. Quels vont être les droits de l'usufruitier ? Il sera, n'ayant en tant qu'usufruitier aucun droit au produit de la mine, traité comme est traité un tiers, sous une réserve cependant.

Voici en effet les trois situations qui peuvent se présenter suivant que la mine est concédée à l'usufruitier, au nu propriétaire ou à un étranger.

La mine est concédée à l'usufruitier : il est considéré comme un tiers quelconque, il devra donc payer la redevance au propriétaire, car en tant qu'usufruitier, il n'a droit à rien puisqu'à son égard, les produits de la mine ne sont pas considérés comme des fruits (art. 598, § 1). S'il perçoit donc les produits, ce n'est que comme les perçoit tout concessionnaire, avec cette différence cependant que, tandis que le droit du concessionnaire est perpétuel, celui de l'usufruitier est viager.

La mine est concédée au nu propriétaire. L'usufruitier est encore ici, traité comme un tiers. N'étant pas concessionnaire, il ne peut percevoir les produits, il ne doit pas la redevance ; n'étant pas propriétaire, il n'a pas droit à recevoir cette redevance. Le nu propriétaire, concessionnaire, ne devra donc de redevance qu'à l'État.

La mine est concédée à un tiers. La situation est la même pour l'usufruitier. Quant au tiers concessionnaire il devra, ne se confondant pas avec le superficiaire, des redevances au nu propriétaire et à l'État.

L'usufruitier n'aura-t-il pas du moins la jouissance de la redevance payée ainsi au nu propriétaire ? N'en pourra-t-il pas percevoir les intérêts ? Delvincourt (t. I, p. 148, note 8) a proposé la solution affirmative ; mais tous les auteurs l'ont avec raison écartée : Duranton (t. IV, n° 572) ; Proudhon (*De l'usufruit*, t. III, n° 1206) ; Demolombe (X, n° 437) ; Baudry et Chauveau (*Traité des biens*, p. 397). C'est qu'en effet la redevance représente les produits que la concession a enlevés au super-

ficiaire, et qui n'a pas droit aux produits ne peut avoir droit à la redevance.

Ainsi donc il est bien vrai que la condition juridique de l'usufruit est celle d'un tiers ordinaire.

Nous avons cependant annoncé une réserve : la voici. L'usufruit qui appartient à la personne dont nous examinons la situation porte précisément sur le fonds qui recèle la mine. Or cette circonstance peut amener certaines modifications juridiques. Il peut, en effet, arriver que l'ouverture de la mine lui cause un certain préjudice en l'empêchant de jouir de telle ou telle portion de la surface. Si ce fait se produit, l'usufruitier pourra réclamer des dommages et intérêts. On admet même que, pour faciliter le règlement de cette indemnité par une sorte de forfait, les tribunaux pourraient attribuer au titulaire de l'usufruit une partie déterminée de la redevance (voir Lyon, 24 mai 1853, Sirey, 54.2.727 ; Dalloz, 55.2.347 ; rapprocher Laurent, t. VI, n° 452).

En résumé, l'usufruitier est bien en principe assimilé à un tiers, mais le droit qu'il possède à la jouissance de la surface l'autorise à réclamer la réparation du dommage qui lui est causé.

β. — *La mine était ouverte au moment de l'usufruit*
(art. 598, § 1).

L'usufruitier a droit aux produits de la mine. Ce droit de faire des extractions et de conserver les matières extraites est la conséquence soit de la destination don-

née à la chose par le propriétaire, soit du droit pour l'usufruitier de comprendre dans son propre *jus fruen-di*, tout ce que le propriétaire y faisait rentrer.

Nous devons préciser d'abord le moment où se place l'ouverture de la mine, ensuite la condition de l'usufruitier dans les hypothèses qui peuvent se rencontrer.

Quant au commencement de l'exploitation, il est inutile d'insister longuement sur l'importance de sa détermination. Il suffit de remarquer que le droit de l'usufruitier sur les produits en dépend. Le Code ne donne aucune réponse sur ce point. C'est en effet une question de fait laissée à l'appréciation souveraine des juges du fond. Voici les principes d'après lesquels ils auront à se guider dans les divers cas qui se présentent.

Au moment où l'usufruit prend naissance, le propriétaire s'est simplement livré à des travaux de recherche ayant pour objet de découvrir la mine. La mine peut-elle être considérée comme ouverte? Nous ne le pensons pas. Le sol, il est vrai, a été ouvert, mais ce ne sont pas là les travaux d'exploitation et d'ouverture dont parle l'article 598. Pour que le droit de l'usufruitier existe, il ne suffit pas que la terre ait été ouverte pour la recherche de la mine, il faut qu'elle soit ouverte pour l'extraction du minerai. Les expressions « mines ouvertes.... exploitations commencées... » employées simultanément et rapprochées par l'article 598 sont très caractéristiques; sous une forme différente elles traduisent la même pensée.

La mine n'était pas exploitée, mais elle était concédée au commencement de l'usufruit. L'usufruitier aura-t-il droit aux produits ? La concession supplée-t-elle à l'ouverture effective ? La Cour de Lyon (1^{er} juillet 1840 rapporté dans le *Répertoire* de Dalloz, V^o *Usufruit*, p. 1689) a répondu par l'affirmative. D'après nous, au contraire, l'usufruitier ne peut prétendre au produit des mines qui, quoique concédées, ne sont pas encore ouvertes, à la naissance de l'usufruit. Mais cette solution, nous ne la donnons sous sa forme absolue que pour les mines concédées avant 1810. Jusqu'alors, en effet, la propriété de la surface et celle du gisement étaient confondues ; l'usufruit ne pouvait être établi seulement sur la mine, sur la concession, il devait porter nécessairement à la fois sur la superficie et sur le tréfonds : l'usufruit de la mine ne pouvant faire l'objet d'une convention distincte. Et dès lors on comprend qu'on refusât à l'usufruitier du domaine le droit de jouir des mines concédées et qui n'étaient pas encore ouvertes, puisqu'il lui restait encore l'usufruit de la surface. On laissait encore un sens à la disposition faite sous la forme d'usufruit du fonds. Son titulaire ne possédait pas un vain droit. Du jour, au contraire, où, par la loi de 1810, la mine eut été détachée de la surface, la concession a pu faire l'objet de transactions distinctes de celles relatives à la superficie, on a pu céder la seule concession, on a pu aussi la donner à usufruit. Dès lors les termes du problème se sont transformés. Continuer à considérer l'usufruitier

d'une mine concédée mais non exploitée, comme n'ayant aucun droit sur les produits, c'aurait été anéantir pratiquement l'usufruit. On comprend, dès lors, que, pour donner un sens au contrat intervenu, les tribunaux se soient montrés moins sévères et aient admis le droit pour l'usufruitier de jouir, lorsque l'intention du constituant paraissait avoir été de lui conférer ce droit.

C'est à ce mouvement d'idées que se rattache l'arrêt de la Cour de Lyon. Et c'est ce qui explique la doctrine à laquelle semblent se rattacher les auteurs les plus considérables tels que Demolombe (t. X, n° 432), ou Massé et Vergé sur Zachariæ (t. 2, page 136, note 16) et suivant laquelle la question de savoir si la mine concédée peut être réputée ouverte dépend des diverses circonstances de fait.

Dernière hypothèse. — Des puits provisoires d'extraction ont été creusés dans les propriétés voisines. La mine ne sera pas réputée ouverte puisque les travaux n'ont pas été accomplis sur l'immeuble affecté (Lyon, 24 mai 1853, Dalloz, 55. 2. 347).

Dans tous les autres cas, l'usufruitier aura la jouissance de la mine, pourvu cependant (art. 598) que l'usufruitier « obtienne la permission de l'empereur ». Sous l'empire de la loi de 1791, en effet, dont le Code civil maintenait le principe, les concessions étaient purement personnelles ; elles ne pouvaient donc être cédées ou démembrées sans une autorisation administrative.

Tels sont les cas dans lesquels l'usufruitier a droit aux produits des mines.

Sous quelle forme s'exercera ce droit ? C'est la seconde question annoncée. Pour l'élucider, il faut, comme précédemment, distinguer suivant que la mine était exploitée au moment de la naissance de l'usufruit par le propriétaire, par l'usufruitier ou par un tiers.

Si la mine était exploitée par le propriétaire, l'usufruitier continuera l'exploitation. Il aura droit aux produits de la mine, sans avoir à payer de redevance au propriétaire. Cette redevance, en effet, représente la jouissance de la mine, dont, par hypothèse, celui-ci est exclu. Mais l'usufruitier devra naturellement payer les redevances à l'État. Elles sont la charge normale de l'exploitation. L'usufruitier devra aussi, puisque nous nous plaçons dans la période antérieure à la loi de 1810, obtenir l'autorisation du chef de l'État, comme nous venons de le dire.

La mine, au début de l'usufruit, était exploitée par l'usufruitier lui-même. La servitude personnelle créée à son profit aura pour effet de la décharger de la redevance due jusqu'alors au propriétaire de la surface. Cette redevance est le prix de la jouissance. Il ne peut plus s'agir de payer un droit qui fait désormais partie du patrimoine de l'usufruitier.

La mine ouverte au début de l'usufruit était exploitée par un tiers. Celui-ci continuera à exploiter. L'usufruitier ne pouvant alors percevoir les produits de la mine

touchera l'indemnité qui les représente. C'est entre ses mains que pendant la durée de l'usufruit la redevance de vra être versée.

Une question reste à trancher. Qu'arrivera-t-il lorsque la mine, ouverte au début de l'usufruit, n'était pas encore concédée à ce moment ? Les solutions précédentes restent vraies suivant nous et suivant du reste tous les auteurs (Proudhon, t. III, n° 4206 ; Demolombe, t. X, n° 432). L'usufruitier, s'il obtient la concession, aura droit aux produits de la mine sans avoir à payer de redevance au propriétaire ; si c'est à un tiers que la mine est attribuée, l'usufruitier percevra la redevance pendant la durée de l'usufruit. Il est vrai qu'à cette solution on a opposé une objection tirée de ce que l'exploitation étant irrégulière, puisqu'elle avait lieu avant la concession, ne pouvait donner naissance à un droit quelconque au profit de l'usufruitier. Cet argument nous paraît en contradiction avec les termes formels de l'article 598. En outre, il faut bien attribuer la propriété des matières irrégulièrement extraites à quelqu'un. Or, pourquoi serait-ce, comme le veulent nos adversaires, au propriétaire de la mine par cette simple raison qu'elles font partie intégrante de sa propriété, plutôt qu'à l'usufruitier ? On le voit d'autant moins que c'est le propriétaire qui a commencé à commettre l'illégalité, puisque, par hypothèse, c'est lui qui a commencé à exploiter.

Après l'examen, soit des cas où l'usufruitier de la mine a droit à ses produits, soit des formes de ce droit

(perception des matières extraites, perception de la redevance) nous avons brièvement à rappeler les obligations et droits spéciaux de l'usufruitier.

Quant aux charges, d'abord, il devra supporter toutes les dépenses qui sont la contre-partie de sa jouissance et retombent, dans l'esprit de la loi, sur les revenus. A l'usufruitier incombera, par conséquent, le soin d'entretenir les galeries, les puits, les agrès, animaux et machines servant à l'exploitation ; de renouveler le matériel animé ou inanimé que les accidents ou l'usure ont détruit, de maintenir jusqu'à l'extinction de son droit les accessoires en nombre et en valeur égaux au nombre et à la valeur des accessoires mis à sa disposition au moment de son entrée en jouissance. L'usufruitier devra aussi acquitter les indemnités dues soit aux propriétaires voisins dont le sol est occupé par les travaux extérieurs de la mine, soit au propriétaire de la surface pour le dommage causé à son domaine ; il devra, nous l'avons déjà dit, payer les redevances dues à l'État. Voilà pour les dépenses dites « d'entretien ». Quant aux frais qui ne rentrent pas dans ces dépenses, il faut avec la majorité des auteurs distinguer les trois hypothèses suivantes.

Lorsqu'il s'agira de mesures prises uniquement dans un intérêt d'exploitation, par exemple, de travaux d'assèchement, la dépense, quoiqu'elle ne puisse plus être regardée comme une charge corrélatrice de la jouissance, devra cependant être supportée intégralement par l'u-

usufruitier. C'est qu'en effet elle ne profite aucunement à la propriété, il serait donc injuste de faire retomber sur elle des frais dont elle ne bénéficie pas (en ce sens Féraud-Giraud, t. I, n° 39).

Les mesures sont-elles prises à la fois dans l'intérêt de la propriété et dans celui de l'usufruit ? S'agit-il par exemple de travaux de défense contre une inondation qui menace de détruire la mine ? Alors nous estimons, avec Proudhon (t. III, n° 1205), qu'on devra se conformer au mode de contribution établi par l'article 609 entre l'usufruitier et le nu propriétaire. Et alors, de deux choses l'une, ou bien l'usufruitier paiera le coût de ces travaux, sauf à en obtenir le remboursement à la fin de l'usufruit, ou bien, le propriétaire fera la dépense, sauf à exiger de l'usufruitier l'intérêt des sommes déboursées par ce paiement.

L'usufruitier peut avoir exécuté des travaux tels que le creusement de nouveaux puits ou de nouvelles galeries, la construction de nouveaux moyens de transport, de nouveaux chemins, dont le résultat est d'accroître à la fois les produits de l'usufruit et la valeur permanente de la mine puisque ces ouvrages sont destinés à subsister après la cessation de l'usufruit. L'usufruitier aura-t-il droit à une indemnité ?

Certains auteurs, s'appuyant sur l'article 599 § 2 du Code civil, refusent tout recours. Ces travaux, dit-on, sont des travaux d'amélioration, ils tombent donc sous l'empire de cette disposition. Cette doctrine ne présente

pas, dit-on, de sérieux inconvénients. Car d'abord, grâce à ces dépenses extraordinaires, l'usufruitier a obtenu une production plus riche, il a pu s'indemniser, et en second lieu il peut toujours (art. 599) enlever ceux des accessoires par lui apportés et qui peuvent se détacher de la chose. Et enfin, rien ne l'obligeait à faire ces frais, et s'il ne peut rentrer dans ses débours, il n'a à s'en prendre qu'à lui-même, la loi étant là qui l'avertissait par l'article 599 qu'il ne posséderait aucun recours.

Ces raisons seraient peut-être convaincantes si on établissait en outre que le droit à réclamer une indemnité ne peut avoir d'autre base que le titre même d'usufruitier. Or il n'en est rien. Ce n'est pas comme usufruitier, c'est comme personne lésée par un appauvrissement injuste et sans cause que l'usufruitier se présente. Il est en effet un principe général, à la base de nombreuses dispositions du Code et suivant lequel nul ne doit s'enrichir injustement aux dépens d'autrui. L'article 599, § 2, ne saurait avoir la prétention de renverser cet axiome d'équité. C'est en nous appuyant sur lui qu'avec Proudhon notamment nous accorderons à l'usufruitier un droit au recours. Qu'on ne nous objecte pas qu'indirectement nous arrivons à tourner l'article 599. Car ce que cet article défend à l'usufruitier, c'est de réclamer la plus-value conférée à l'immeuble par ses travaux d'amélioration et ce que nous reconnaissons à l'usufruitier se réduit au contraire au droit de réclamer une valeur égale à son appauvrissement, c'est-à-dire récla-

mer le montant des dépenses diminué du profit qu'il en a retiré pendant l'usufruit. Ce sont là deux choses différentes.

Nous venons de passer en revue les charges particulières de l'usufruitier des mines. Quels sont ses droits spéciaux ? D'abord à la différence de l'usufruitier ordinaire, les prélèvements qu'il fait aboutissent à l'épuisement progressif et insensible de la chose. Il peut en outre disposer des produits extraits bien qu'ils constituent des parcelles du capital. Il se trouve placé dans une situation analogue à celle de l'usufruitier d'une rente viagère qui en acquiert les arrérages sans être tenu à restitution (art. 588, C. civ.). Et il est impossible qu'il en soit autrement. L'usufruitier ne jouit de la mine que s'il en consomme la substance. Il ne percevrait rien, s'il ne percevait pas les produits.

Au reste, il est sans difficulté que l'usufruitier n'est nullement tenu de maintenir l'extraction dans les proportions observées par le propriétaire qu'il remplace. Son droit de jouissance portant, non sur tel ou tel filon, mais sur la mine entière, il a le droit d'ouvrir de nouveaux puits, de percer de nouvelles galeries, pourvu qu'il respecte les règles de l'aménagement et ne commette pas d'abus de jouissance.

§ 3. — Changements apportés par la loi de 1810.

Sous l'empire de la loi de 1791, dont le principe avait été respecté, comme on sait, par l'article 598 du Code

civil, les concessions étaient personnelles : la propriété des mines et la propriété de la surface étaient, en vertu du système de l'accession, confondues ; aucune distinction n'était faite entre les mines et les carrières.

Ces trois principes ont été renversés par la loi de 1810. Voyons brièvement quelles sont les conséquences de cette transformation.

D'abord les concessions ont cessé d'être personnelles ; elles sont librement transmissibles (art. 7 loi de 1810). De là, il suit que l'autorisation administrative exigée par l'article 598 pour que l'usufruitier puisse entrer en jouissance de la mine n'est plus nécessaire aujourd'hui. Tous les auteurs sont d'accord sur ce point (Voir notamment Aubry et Rau sur Zachariæ, t. II, § 230, note 33 ; Demolombe, t. X, n° 435 ; Laurent, t. VI, n° 451 ; Hue, t. IV, n° 198 ; Baudry et Chauveau, *Traité des biens*, p. 399 et le *Répertoire alphabétique* de Fuzier-Hermann continué par Carpentier et Frèrejouan du Saint, V° *Mines*, n° 435).

Ensuite, à partir du jour de la concession, la propriété de la mine est distincte de la propriété de la surface. Ce sont deux immeubles superposés. L'usufruitier de la surface n'a donc plus aucun droit sur la mine elle-même : la concession a séparé celle-ci, à tous points de vue, de la superficie. A quoi donc se réduisent désormais les droits de l'usufruitier du terrain sous lequel s'étend une mine concédée et ouverte avant la naissance de son droit ? Simplement à la jouissance de la redevance

tréfoncière au profit de la superficie, et bien entendu, à une indemnité au cas où, en fait, sa jouissance de la surface est diminuée ou entravée par l'exploitation de la mine. Il ne peut donc s'agir d'usufruit sur la mine que lorsqu'il a été établi par le propriétaire de la mine.

Bien entendu, l'usufruitier de la superficie n'a droit à la redevance que si la mine est ouverte au début de l'usufruit. Les conditions pour jouir de la redevance sont les mêmes que celles qu'on exige pour avoir droit aux produits.

C'est surtout depuis la loi de 1810 que se comprend par là même, la distinction faite avec raison par la plupart des auteurs et sur laquelle nous avons dit quelques mots à propos d'un arrêt de la Cour de Lyon (voir *suprà*, p. 82) entre l'usufruit général sur le domaine, et l'usufruit spécial de la mine concédée indépendamment de la propriété de la surface. Avant 1810 le premier seul était normal et possible, et à lui s'applique sans difficulté l'article 598 ; l'usufruitier n'a droit à la jouissance que des mines en exploitation au moment de l'ouverture de son droit, il ne peut en ouvrir sans le consentement du propriétaire. Dans le cas d'usufruit spécial sur la mine, nous estimons au contraire, quoique cette opinion soit controversée, que l'article 598 a été modifié par la loi de 1810 en ce sens que si telle a été la volonté expresse du constituant, l'usufruit portera sur la mine concédée, même si elle n'est pas encore ouverte au moment de l'acte. Le concessionnaire est, en effet,

propriétaire du jour de la concession ; que la mine soit ou non ouverte, il a le droit de disposer de sa mine comme de ses autres biens. Il peut donc, *a fortiori*, la donner en usufruit. Or, si l'usufruit est possible, les distinctions faites par l'article 598 deviennent sans objet, le droit de jouissance doit s'appliquer aux gisements dont l'exploitation n'est pas encore commencée, comme à ceux qui sont déjà ouverts. Autrement la volonté du disposant serait méconnue puisque le droit qu'il conférerait à l'usufruitier ne pourrait être utilisé par celui-ci. Pour donner un sens à l'usufruit spécial d'une mine concédée, mais non encore ouverte, il faut donc autoriser l'usufruitier à percevoir les produits : il faut, en un mot, laisser de côté l'article 598 du Code civil, lorsque du moins l'intention des parties est suffisamment claire pour commander une telle solution. Et voilà encore une modification importante apportée par la loi de 1810 aux doctrines du Code civil (Comparer Proudhon, *Domaine de propriété*, n° 774 et ce qui a été dit à la page 82).

Enfin la loi de 1810 distingue les mines des minières et carrières. Le système ancien de l'accession subsiste à peu près pour les minières et les carrières. C'est uniquement aux mines que s'applique le système des concessions régaliennes. C'est donc aussi à elles seules que se réfèrent les changements sur lesquels nous venons d'insister. Nous n'avons pas du reste à nous expliquer plus longuement sur les minières et carrières que, on le sait, nous avons exclues du cadre de notre travail.

Nous avons ainsi terminé l'examen de l'usufruit ordinaire de la mine. Voyons comment ces principes s'appliquent à l'usufruit marital sous le régime de la communauté.

CHAPITRE V

L'USUFRUIT DES MINES SOUS LE RÉGIME DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE.

SOMMAIRE. — § 1. — L'usufruit marital sous le Code civil. Ressemblances et différences avec l'usufruit au profit d'une personne ordinaire.

§ 2. — L'usufruit marital depuis la loi de 1810.

§ 3. — Solutions données à la redevance au profit du superficiaire sous le régime de communauté.

La communauté, bien qu'elle ne soit pas une personne distincte de celle des époux, possède cependant un fonds commun ayant son actif et son passif, distinct de celui des époux. La communauté légale, c'est-à-dire celle établie à défaut de contrat (art. 1400), est une société entre époux qui comprend les meubles, les acquêts et les fruits (art. 1401).

Son droit ne s'étend donc aux produits d'un propre que si ces produits sont des fruits.

De là la question de savoir si les matériaux extraits d'une mine sont ou non des fruits. Ici, comme dans l'usufruit ordinaire, trois réponses étaient possibles. Il était permis d'assimiler les extractions à un produit, elles appartenait alors au conjoint propriétaire du

propre. On pouvait songer à les traiter en tous cas comme des fruits : elles tombaient alors dans le patrimoine conjugal commun aux deux époux. On pouvait enfin appliquer ici la solution consacrée par l'article 598 du Code civil et dès lors les produits d'une mine ouverte avant le mariage étaient communs ; les produits d'une mine ouverte pendant le mariage restaient propres.

Nous examinerons successivement quelle est la solution adoptée par le Code civil, quels changements lui ont été apportés par la loi de 1810.

§ 1. — Droit de la communauté sur le produit des mines d'après l'article 1403 du Code civil.

Cet article, dans son premier paragraphe, fait un renvoi aux règles de l'usufruit pour les carrières et les mines. Aussi bien ce dernier article ne fait-il qu'appliquer le droit commun à notre hypothèse particulière. Pour le droit de jouissance légale de la communauté sur les mines d'un époux, comme pour l'usufruit au profit d'une personne ordinaire, la solution est la même. Le propriétaire est censé considérer les produits de la mine comme des fruits lorsqu'il les percevait et se les appropriait déjà au moment où l'usufruit est né, il est censé les considérer comme des produits s'il n'a pas commencé, avant l'entrée en jouissance de l'usufruitier, à faire des extractions dans le gisement qui se trouve sous son domaine. En d'autres termes, la communauté bénéficiaire de l'usufruit légal des propres appartenant à

chaque conjoint doit se conformer au mode de jouissance suivi par lui, car la loi estime que l'époux entend transmettre à la communauté, sur les produits de la mine, un *jus fruendi* pareil au sien.

De là il suit tout naturellement que les produits de la mine tombent dans la caisse commune s'il s'agit de carrières ou de mines ouvertes avant le mariage dans le bien propre de l'un des époux. Ces produits ne tombent pas au contraire dans la communauté, ou n'y tombent que sauf récompense, si les mines ou carrières ont été ouvertes au cours de la communauté.

Il faut du reste entendre ces expressions *ouvertes avant le mariage* dans un sens large. Ainsi sera considéré comme faisant partie d'une carrière ouverte avant le mariage le terrain contigu à la carrière qui aurait été, avant le mariage, acheté par le futur époux et réuni au sol de la carrière. Bien que ce nouveau terrain n'ait commencé à être exploité qu'après le mariage, l'achat et la jonction de ce terrain à l'ancienne carrière prouvent chez le futur époux l'intention de faire de ces deux terrains une seule carrière dont l'exploitation, ayant débuté avant le mariage, doit dès lors profiter à la communauté (en ce sens Cassation, 23 février 1881, Dalloz, 81.1.315 ; Sirey, 82.1.79 ; Guillouard, *Traité du contrat de mariage*, t. I, 3^e éd., n° 408). De même lorsqu'une exploitation minière a commencé avant le mariage et qu'un certain nombre de puits nouveaux sont ouverts au cours de la communauté pour continuer l'exploita-

tion, les produits des puits nouveaux comme ceux des puits anciens tomberont dans la communauté. Il s'agit toujours en effet de l'exploitation unique ouverte avant le mariage.

Telle est la distinction faite par l'article 1403. Elle se trouvait déjà en germe dans notre ancien droit comme le prouve Pothier (*Communauté*, n° 97). Elle est l'application à l'usufruit marital des principes posés par l'article 598.

Est-ce à dire qu'à tous points de vue, la jouissance légale de la communauté puisse être assimilée à l'usufruit ordinaire des mines ? Cette conclusion serait inexacte. Voici en effet les différences qui séparent ces deux droits.

La jouissance légale n'est pas pour la communauté un véritable usufruit, un vrai démembrement de la propriété. Ce droit de jouissance s'expliquant par la nécessité d'assurer l'entretien de la famille ne peut dès lors, à la différence de l'usufruit ordinaire être ni saisi, ni hypothéqué, ni aliéné ; il est incessible.

Au point de vue des garanties de restitution, la jouissance légale est encore traitée d'une façon spéciale. Le mari, chef de la communauté est dispensé, à la différence de l'usufruitier ordinaire (art. 600 à 604), de fournir caution et de faire un inventaire préalable à l'entrée en jouissance. Cela résulte, *a fortiori*, de l'article 1550 du Code civil et de ce que les pouvoirs du mari sont beaucoup plus étendus que ceux d'un usufruitier (Guillouard,

I, n° 416 ; Aubry et Rau, t. V, p. 292 ; Baudry, Le Courtois et Surville, *Traité du contrat de mariage*, t. I, p. 246 ; Laurent, t. XXI, n° 249).

Faut-il croire cependant que le conjoint nu propriétaire de la mine sera dépourvu de toute protection ? Non. En ce qui concerne par exemple les restitutions, elles n'existent pas sans doute pour le mari : exerçant les droits de la communauté sur ses propres biens, il n'a pas à redouter que ses intérêts soient méconnus, puisqu'il en a lui-même la gestion, mais si c'est au contraire la femme qui est propriétaire de la mine, il n'en est plus de même. Nous avons dit qu'elle n'avait pas le droit d'exiger une caution (art. 1550), mais elle sera garantie contre le risque de non-restitution par l'hypothèque légale grevant les immeubles présents et à venir du mari.

Une autre différence entre l'usufruit ordinaire et la jouissance légale qui appartient à la communauté est relative aux améliorations apportées aux frais de la communauté, sur la mine propre à l'un des conjoints. L'usufruitier n'a, on le sait, pas de droit à une indemnité de ce chef (art. 599). Il en est différemment s'il s'agit de l'usufruit au profit de la communauté. C'est en effet une règle fondamentale en matière de contrat de mariage que le patrimoine propre de l'un ou de l'autre des époux ne doit pas s'enrichir aux dépens de la communauté (art. 1437). De là il résulte que la communauté aura droit à une récompense pour les dépenses

faites exclusivement dans l'intérêt de la mine et qui, bien entendu, ne rentrent pas dans les dépenses d'entretien.

Si un des conjoints ne doit pas s'appauvrir au profit de la communauté, il ne doit pas davantage s'enrichir à son détriment. Et de là résulte une nouvelle différence entre l'usufruit du mari comme chef de la communauté et l'usufruit ordinaire. La communauté aura droit à récompense à raison des fruits des propres qu'elle aurait dû régulièrement percevoir et qu'elle n'a pas perçus.

Enfin, cinquième et dernière différence qui mérite, semble-t-il, d'être relevée. Lorsque l'usufruit d'une mine appartient à une personne ordinaire, les produits de la mine qui ne sont pas traités comme fruits ne sont jamais perçus, en principe, par l'usufruitier. Dans notre hypothèse, il en est autrement. Le mari qui exerce la jouissance légale comme chef de la communauté est chargé de gérer les propres, soit qu'ils lui appartiennent, soit qu'ils appartiennent à la femme. De là il suit que les produits de la mine qui ne sont pas des fruits, c'est-à-dire les produits d'une mine ouverte seulement au cours du mariage tombent dans la communauté sauf récompense. Cette conséquence est expressément formulée par l'article 1403.

Voilà les règles de l'usufruit marital sous l'empire du Code civil. Ont-elles été modifiées par la loi de 1810 ? C'est la question que nous allons examiner.

§ 2. — L'usufruit marital depuis la loi de 1810.

Des auteurs considérables (Demante et Colmet de Santerre, t. VI, n° 28 *bis*, § II-IV ; Laurent, t. XXI, n° 253 ; Baudry, Le Courtois et Surville, *Traité du contrat de mariage*, t. I, p. 245) pensent que l'article 1403 du Code civil a été modifié de tous points par la loi de 1810 en ce qui concerne les mines dont l'exploitation doit être précédée d'une concession.

Depuis cette époque, dit-on, la mine n'est plus l'accessoire de la superficie ; elle constitue un immeuble distinct, un propre en tout cas dont les produits, comme tous les produits des propres (art. 1401, § 1) doivent tomber en communauté, sans avoir égard à la disposition de l'article 1403 qui se trouve ainsi écartée, que les mines aient été ou non ouvertes avant le mariage.

Telle est l'idée générale. Pour l'éclaircir suivons-en les applications en acceptant le point de départ de ces auteurs.

a) La mine est concédée avant le mariage.

La concession peut être faite à l'époux ou à un tiers.

La mine est concédée à un tiers : la communauté n'a aucun droit sur les produits puisqu'ils proviennent d'un immeuble qui n'appartient pas à l'un des époux. Mais en tant qu'usufruitière de la surface, elle bénéficiera pendant sa durée, des annuités de la redevance allouée au conjoint propriétaire du fond. Ces annuités sont en

effet, le fruit de la redevance représentative de ce propre qui s'appelle la mine, et qui est propre comme le bien qu'elle représente ; elles tombent donc dans la caisse commune (art. 1401, § 2).

La mine est concédée à l'époux propriétaire ou non de la surface. Elle est un propre (art. 1404, § 1) puisqu'elle appartenait à l'époux avant le mariage. Dès lors, les matériaux extraits sont les fruits d'un immeuble propre, car ce sont ses produits habituels, ceux qu'il est destiné à produire. Ils profitent donc à la communauté pendant la durée et cela (ici apparaît la dérogation apportée à l'article 1403 par la loi de 1810) alors même que la mine est ouverte pendant le mariage.

β) *La mine est concédée pendant le mariage.*

Si elle est concédée à un étranger, les solutions seront les mêmes que lorsque la concession a lieu avant l'ouverture du mariage. La communauté profitera des annuités de la redevance attribuée au conjoint propriétaire de la surface.

Mais supposons maintenant que la concession ait lieu au profit d'un époux propriétaire ou non de la surface. Nous devons d'abord nous demander, puisque d'après la loi de 1810, cette concession forme un immeuble nouveau, si cet immeuble est un propre ou un acquêt. D'après Bury (*Traité de législation des mines en France et en Belgique*, t. II, n° 1330) ce serait un acquêt. Car, dit-il, tous les biens acquis pendant le mariage sont des

acquêts, excepté ceux acquis par successions ou donations. Or, on ne peut pas dire que la concession soit le résultat d'une donation ou d'une succession. C'est donc un acquêt, *sui generis*, qui subit la règle générale (1).

Nous préférons l'opinion contraire et nous disons que la concession constitue un propre. C'est en effet un immeuble nouveau acquis à titre gratuit par l'octroi de la puissance publique (art. 1405). C'est une sorte de donation et la redevance que paye le concessionnaire au propriétaire de la surface n'est qu'une simple charge de la donation. Car, dit fort bien M. Colmet de Santerre, « cette redevance n'est pas le prix de la valeur de la
« mine, elle représente seulement, aux termes de l'arti-
« cle 6 de la loi de 1810 la participation du propriétaire
« aux produits de la mine, la propriété ou le fonds n'é-
« tant par conséquent pas payé. L'acquisition n'est donc
« pas une de ces acquisitions à titre onéreux qui font
« les acquêts, c'est une acquisition à titre gratuit ; le
« bien doit être propre ».

La communauté aura donc droit, pendant sa durée, aux produits de la mine, car elle est destinée à les produire, car ce sont des fruits (art. 1401). Et ici encore il y a dérogation à l'article 1403 puisque la mine concédée pendant le mariage ne sera, le plus souvent, ou-

(1) Si on admettait cette théorie d'après laquelle la concession est un acquêt, il n'y aurait pas de question : sans difficulté, la propriété des produits appartiendrait à la communauté propriétaire de la mine.

verte que pendant le mariage aussi et que d'après l'article 1403 les produits des mines ouvertes pendant la communauté ne sont pas des fruits.

Tel est le système, très ingénieux comme on voit. Il n'est admis, ni par la majorité des auteurs, ni par la jurisprudence (Lyon, 7 décembre 1866, Sirey, 67.2.6 ; — 24 mai 1853, Sirey, 54.2.727). Il aboutit en effet à supprimer dans le Code la disposition de l'article 1403, du moins dans son application aux mines et à supposer surtout que le législateur a abandonné le critérium qu'il avait adopté pour la fixation du caractère des produits de la mine. Que soutient-on en effet ? C'est que depuis la loi de 1810 tous les produits des mines sont des fruits et tombent dans la communauté.

Cette conception est celle de l'ancien droit, ce n'est pas celle du législateur moderne. Pour lui, la distinction du fruit et du produit dépend du propriétaire. A cette notion nuancée et fine, on propose de substituer une notion brutale et absolue. Pour admettre un changement aussi considérable, il faudrait un texte et ce texte on ne le montre pas. La loi de 1810 a eu pour but d'organiser la propriété des mines dans un intérêt général, et non de modifier l'article 1403. Si les auteurs de cette loi avaient voulu réaliser une pareille réforme, ils auraient exprimé leur pensée sur ce point. Or aucune disposition ne la manifeste clairement. Mieux vaut donc nous tenir aux prescriptions précises enfermées dans l'article 1403.

L'erreur dans laquelle tombent les auteurs que nous combattons provient suivant nous de l'interprétation inexacte qu'ils donnent de l'article 1401, § 2. D'après cet article, tombent dans la communauté les « fruits, « revenus, intérêts ou arrérages de quelque nature qu'ils « soient » des propres des époux. Voilà ce qu'il dit ; mais on le résume par les mots « produits des propres ». Et suivant nous c'est l'erreur. Admettez-vous, nous disent les partisans de ce système, que la mine est un propre ? Oui, n'est-ce pas ? Dès lors vous êtes obligé d'admettre aussi que les produits tombent dans la communauté. Pourquoi ? parce que d'après l'article 1401, § 2, les « produits des propres tombent dans la communauté ». L'article 1401, § 2 ne dit nullement cela. Dès lors l'argument de texte sur lequel repose cette doctrine s'effondre et avec lui le système tout entier.

Reste, il est vrai, l'objection tirée de l'inutilité de l'usufruit pour la communauté. A quoi bon lui attribuer l'usufruit d'une mine concédée à un conjoint, si cette attribution n'entraîne pour la communauté aucun profit. L'époux concessionnaire, en effet, peut n'être pas propriétaire de la surface. Or si la mine est ouverte pendant le mariage seulement, la communauté sans droit sur la surface sera aussi sans droit aucun sur le dessous. Que devient alors son droit d'usufruit sur les propres ? Il disparaît. Réelle est l'objection. Nous répondrons simplement que la loi l'a voulu ainsi. L'usufruit est le droit de jouir des fruits : il devient donc inefficace quand la

chose sur laquelle il porte ne donne que des produits. Et tel est le cas de la mine pendant le mariage.

Du reste la situation de la communauté usufruitière n'est pas aussi mauvaise qu'on veut bien le dire. C'est l'usufruit général des propres qui lui appartient. Reste à savoir si cet usufruit général lui donne le droit de percevoir les produits de tous les propres. Là est la question. Et on comprend que la loi limite ce droit. C'est ce qu'elle fait dans notre hypothèse. La disposition attribuant l'usufruit des propres à la communauté n'est donc pas inutile : elle est limitée, voilà tout.

Nous avons adopté l'opinion contraire, il est vrai, en ce qui concerne l'usufruit spécial des mines (voir *suprà*, p. 9) et soutenu que la loi de 1810 avait modifié l'article 598. Mais c'est que dans cette hypothèse, on se trouvait non pas en face d'un usufruit général, mais d'un usufruit spécial et limité à la mine. Il fallait donc, à peine d'enlever tout sens à la convention, admettre que la loi de 1810 avait modifié l'article 598.

Et, indépendamment de cette première raison de distinguer entre l'usufruit marital et l'usufruit particulier des mines, raison tirée du caractère général du premier, du caractère spécial du second, il y en a une autre qui réside non plus dans l'étendue de l'usufruit, mais dans son fondement.

L'usufruit marital a sa source dans la loi : l'usufruit spécial dans la convention. Or, il est évidemment plus nécessaire de tenir compte de la volonté des parties que de la volonté de la loi.

La communauté ne peut se plaindre de voir restreint un droit qu'elle ne tient que de la loi ; l'usufruitier spécial, au contraire, serait bien fondé à s'étonner qu'on lui opposât un texte pour limiter un droit que le propriétaire a manifesté l'intention expresse de lui accorder.

Concluons donc en disant que depuis la loi de 1810, comme avant, les produits de la mine sont des fruits exclusivement, lorsque telle a été la destination du père de famille. Ils sont exclus de la communauté lorsque la mine est ouverte pendant le mariage ; ils y tombent au contraire lorsqu'elle aura été ouverte avant.

§ 3. — Solutions relatives à la redevance au profit du superficiaire sous le régime de communauté.

α) *La mise est concédée avant le mariage.*

1^{er} CAS. — *La concession a lieu au profit d'un tiers.*

Si la superficie appartient à l'un des époux, la communauté ayant, par hypothèse, l'usufruit de la surface a aussi l'usufruit des accessoires de la surface, donc de la redevance, à moins bien entendu, et conformément au système que nous avons défendu, que la mine ne s'ouvre que pendant le mariage. En quoi cet usufruit de la redevance consistera-t-il ? Il donnera à la communauté le droit de bénéficier pendant sa durée, des annuités de la redevance allouée au conjoint.

La communauté ne serait propriétaire de la redevance

que si elle était en même temps propriétaire de la superficie : que si cette superficie devenait un acquêt. S'il en était ainsi, la communauté propriétaire de la redevance aurait droit, non seulement aux annuités qui échoient pendant la durée du mariage, mais encore à tous les produits présents et futurs de la redevance.

2° CAS. — *La concession de la mine a lieu au profit d'un conjoint.*

La mine constitue alors un propre, en vertu de l'article 1404, § 1, puisqu'elle devient la propriété d'un futur époux avant le mariage.

Que devient alors la redevance due par le conjoint concessionnaire.

Si le superficiaire est un tiers, c'est à lui que sera payée la redevance.

Si le superficiaire est le conjoint concessionnaire, continuera-t-il à être dispensé de payer la redevance, sous prétexte qu'on ne peut être en même temps son créancier et son débiteur ? Nous pensons que le mariage a changé la situation. La redevance est un immeuble incorporel propre. Or la communauté a droit à jouir des propres. Elle pourra donc aussi jouir de la redevance et cette jouissance consistera à en percevoir les annuités pendant la durée de la communauté.

Il en sera de même si le superficiaire est le conjoint non concessionnaire. Ici encore, la redevance est un propre et la communauté en ayant la jouissance pourra, pendant sa durée, toucher les annuités. Mais, bien en-

tendu, tout cela ne serait plus vrai si la mine, concédée avant le mariage, n'était ouverte que pendant le mariage, car alors, dans l'opinion que nous avons défendue, l'article 1403 du Code civil garde toute sa force.

Si le superficiaire n'est ni un tiers, ni un des conjoints, mais la communauté, si, en un mot, la superficie devient un acquêt pendant le mariage, c'est à la communauté qu'appartiendra la redevance. Elle n'aura pas seulement le droit, dans ce cas, de toucher les annuités pendant le mariage : bien plus, à la dissolution, chacun des deux époux pourra exiger la liquidation de la valeur que la redevance représente.

β) La mine est concédée pendant le mariage.

1^{er} CAS. — *La concession est faite à un étranger.*

Si c'est un conjoint qui est propriétaire de la surface, la communauté n'aura pas le droit de toucher les annuités de la redevance, car dans le système que nous avons admis et suivant lequel le Code civil n'aurait pas été modifié par la loi de 1810, la mine n'étant concédée et par conséquent n'étant ouverte que pendant le mariage, la communauté n'ayant dès lors pas droit aux produits de la mine ne doit pas avoir droit non plus à jouir de l'indemnité représentative de ces produits.

Si c'est à la communauté qu'appartient la superficie, elle sera comme tout propriétaire maître absolu de la redevance.

2° CAS. — *La mine est concédée à un conjoint.*

Si le superficiaire est un tiers, c'est lui qui touchera la redevance.

Si c'est le conjoint, la communauté n'aura aucun droit de jouissance sur la redevance parce qu'elle représente les produits de la mine et que la communauté n'a pas droit aux produits d'une mine concédée, par conséquent ouverte pendant le mariage (art. 1403 laissé intact par la loi de 1810).

Reste le cas où la superficie appartient à la communauté.

La communauté est alors propriétaire non seulement des annuités de la redevance, mais de la redevance elle-même. Elle sera donc liquidée lors de la dissolution de la communauté. Elle pourra aussi être vendue comme tous les immeubles incorporels faisant partie de l'actif commun.

CHAPITRE VI

L'USUFRUIT DES OBLIGATIONS ET DES ACTIONS OU PARTS MINIÈRES.

SOMMAIRE. — § 1. — L'usufruit des créances contre les sociétés minières. Droits de l'usufruitier sur le capital quand la créance devient remboursable. Droit sur le lot ou la prime.

§ 2. — L'usufruit des actions ou parts d'intérêt. Droits de l'usufruitier et leurs limites. Garanties du nu propriétaire de titres au porteur.

Les transformations industrielles qui caractérisent l'âge où nous vivons ont, comme on le sait, amené la transformation des entreprises minières. Dans cette industrie, comme dans beaucoup d'autres branches du travail, on remarque la même tendance au groupement. Cette concentration, sur laquelle nous aurons bientôt à revenir, a pour cause l'agrandissement du marché et l'accroissement de la concurrence. Pour suffire aux besoins grandissants du commerce et des arts de la fabrication, il a fallu étendre les limites des exploitations minières. Pour développer ou conserver les débouchés, il a fallu réduire le plus possible le prix de revient. Voilà comment les mines du régime de la petite ont passé au régime de la grande production.

Mais, comment diriger et mettre en valeur ces immenses gisements ? De gros capitaux étaient nécessaires. On dut recourir au crédit et à l'association. De là l'apparition des grandes sociétés minières. De là le développement des titres d'emprunt de toute nature qu'elles lancent dans la circulation. Les deux principaux sont, d'une part, l'obligation, d'autre part, l'action ou la part d'intérêt.

Sous l'influence de ces changements, la question de l'usufruit des mines s'est pratiquement transformée. Il y a aujourd'hui peu de personnes assez riches pour acquérir la propriété ou l'usufruit d'une mine. Presque toujours l'usufruit porte, non sur la mine, mais sur les titres représentatifs de droits relatifs à la mine.

Ces droits, sans que nous puissions insister ici sur des questions délicates, sont tantôt une obligation et c'est un droit de créance, tantôt une action ou une part d'intérêt et c'est un droit mixte entre la propriété et la créance. Nous rechercherons d'abord les règles applicables à l'usufruit des obligations minières. Ce mode d'emprunt est rare dans les mines, mais du moment qu'il est possible, il ne nous était pas permis de le laisser dans l'ombre.

§ 1. — L'usufruit des obligations ou des créances minières.

L'usufruitier d'une obligation est exactement dans la situation où se trouve placé l'usufruitier d'une créance.

Ce sont donc les principes de l'usufruit des créances qui devront ici être appliqués.

L'usufruitier aura, dès lors, le droit de percevoir les intérêts de son titre, après avoir obtenu la délivrance de l'usufruit. Les paiements faits volontairement avant cette époque à l'usufruitier, ne seraient pas libératoires à moins d'émaner de débiteurs de bonne foi ayant des motifs légitimes de croire l'usufruitier titulaire de la créance (art. 1240). A l'inverse, les débiteurs de mauvaise foi, c'est-à-dire connaissant l'existence de l'usufruit et qui, après la délivrance, paieraient entre les mains du nu propriétaire ne seraient pas libérés. Aussi, pour éviter tous ces désagréments, l'usufruitier a-t-il intérêt, quoiqu'il n'y soit pas tenu par la loi, à remplir les formalités de l'article 1690.

Mais une question délicate est celle de savoir s'il peut aussi toucher le capital quand il devient remboursable. En pratique le problème est tourné de la façon suivante.

Les compagnies refusent de faire le transfert au nom de l'usufruitier : elles ne changent le nom mentionné sur le titre, ou elles ne remboursent le capital qu'en présence et après constatation de l'accord du nu propriétaire et de l'usufruitier. En fait donc la question ne se présentera pas le plus souvent. Néanmoins on peut concevoir que la compagnie, imprudente, ait négligé cette précaution. Elle délivre le titre à l'usufruitier, elle lui remet le capital. Sera-t-elle responsable vis-à-vis du nu propriétaire ? La doctrine est divisée sur ce point :

quoi qu'il en soit, la jurisprudence reconnaît à l'usufruitier d'une créance le droit de toucher le capital. En ce sens, on tire d'abord un argument d'analogie de l'article 39 de la loi du 3 mai 1841 autorisant l'usufruitier d'un immeuble exproprié pour cause d'utilité publique à toucher l'indemnité d'expropriation, sauf au propriétaire à exiger une caution garantissant la restitution du capital à la fin de l'usufruit. La situation n'est-elle pas la même dans notre cas ? Oui. La solution doit donc être identique. Les motifs sur lesquels s'appuie la loi de 1841 se retrouvent en effet ici avec autant de force. Si on refusait à l'usufruitier le droit de recevoir le capital quand il devient remboursable, on le priverait injustement de son droit de jouir. On objecte, il est vrai, qu'ainsi et contrairement à la volonté des parties et à l'intérêt du nu propriétaire, l'usufruit va se trouver transformé en quasi-usufruit. Mais, pour s'opposer aux conséquences régulières de cette transformation, il faudrait prouver qu'elle est le fait de la personne intéressée : de l'usufruitier. Or cette preuve, on ne la fournit pas et on ne peut pas la fournir. Le changement opéré est en effet indépendant de la volonté de l'usufruitier, il résulte de la nature même du droit de créance qui est temporaire et doit se transformer en un capital au jour de l'échéance. Cet événement présente-t-il du reste, pour le nu propriétaire tous les dangers qu'on allègue ? Non, car il peut se mettre à l'abri du péril de non-restitution ou de retard dans le remboursement en exigeant une

caution. Les articles 601 du Code civil et 39 de la loi du 3 mai 1841 combinés lui reconnaissent implicitement ce droit. Au cas où l'usufruitier ne trouverait pas de caution, le tribunal pourrait, en même temps qu'il l'autorise à toucher le capital, lui imposer un placement déterminé présentant toutes garanties pour le nu propriétaire.

Tels sont les principes consacrés par la Cour de cassation (7 novembre 1881, Sirey, 85.1.11 ; Dalloz, 83.1.174), confirmant sur ce point une jurisprudence antérieure qui se manifeste par des arrêts de Besançon en 1875, d'Aix en 1879. Ils ont, il est vrai, été combattus par Ducaurroy, Bonnier et Roustain (t. II, n° 198) ; Labbé (note sous Grenoble, Sirey, 69.2.9), mais ils sont approuvés par Demolombe (t. X, n° 323), Aubry et Rau (t. II, § 230), Laurent (t. XII, n° 413), Baudry et Chauveau (*Traité des Biens*, p. 373).

La conséquence de la transformation, dans notre hypothèse, de l'usufruit en quasi-usufruit, c'est que le quasi-usufruitier devient libre de disposer des capitaux et responsable de leur sort. Notamment, il sera responsable du placement du capital perçu à l'échéance ou de la substitution d'un nouveau débiteur à l'ancien. Il a les droits et la responsabilité du propriétaire, il supporte les risques de ses opérations. Si donc les nouveaux débiteurs deviennent insolvable, la perte retombera sur lui : il continuera à être tenu de restituer le montant de la valeur de l'usufruit au nu propriétaire (voir cepen-

dant, en sens contraire, Grenoble, Dalloz, 1869.2.101 ; Dijon, Dalloz, 1865.2.104. En notre sens Baudry et Chauveau, *loc. cit.*). Si nous nous plaçons en face d'un simple usufruitier d'obligation ou de créance, notre solution sera toute différente. N'étant pas propriétaire, il ne peut ni aliéner, ni nover : ses créanciers ne peuvent saisir la créance et l'usufruitier n'est pas responsable de l'insolvabilité du débiteur à moins que cette insolvabilité ne survienne après l'époque fixée pour le remboursement et que l'usufruitier n'ait négligé d'exercer des poursuites en temps utile. Alors, en effet, la perte de la créance peut lui être imputée.

Parfois les obligations sont accompagnées d'une prime ou d'un lot. La prime est payée le jour où l'on rembourse le capital. Les lots sont attribués périodiquement par voie de tirage au sort.

Les primes et les lots sont formés et alimentés par des retenues opérées sur les intérêts des obligations. Aussi voyons-nous la législation fiscale les traiter comme des intérêts. La loi du 21 juin 1875, dans son article 5, assujettit en effet ces primes et ces lots à la taxe de 3 0/0 établie par la loi du 29 juin 1872 sur les intérêts des obligations. On voit dès lors comment se pose la question du droit de l'usufruitier d'une obligation à prime ou à lot. Il s'agit de savoir si, au point de vue civil cette somme d'argent réservée pour être distribuée en bloc et qu'on appelle prime ou lot sera traitée comme le sont les intérêts ordinaires au point de vue fiscal.

Leur sera-t-elle assimilée ? L'usufruitier aura-t-il le droit de la percevoir ? La jurisprudence et la doctrine sont divisées sur cette grande question.

D'après une première doctrine qu'aucune décision judiciaire ne paraît du reste avoir admise, l'usufruitier devient propriétaire du lot et de la prime de remboursement. Ces avantages ne sont en somme que le résultat d'une accumulation d'intérêts. Pour acquérir la chance de gagner la prime ou le lot, l'usufruitier a payé une somme égale à la retenue faite chaque année sur les intérêts de l'obligation. Au lieu de rapporter 15 francs de revenu annuel, l'obligation n'a produit, par exemple, que 10 francs. La chance de gagner le lot est donc payée chaque année 5 francs par celui qui perçoit les intérêts. L'obligation reçoit 10 francs d'intérêts et un invisible billet de loterie qui coûte 5 francs. Voici qu'elle gagne un lot. A qui profitera-t-il ? Evidemment à celui sur le patrimoine de qui, indirectement et invisiblement, il est vrai, mais réellement cependant a été prélevé le prix du billet : en un mot à l'usufruitier.

Cette doctrine a été écartée avec raison par la pratique. Car elle attribue exclusivement à l'usufruitier le bénéfice du lot ou de la prime formé par des retenues exercées non seulement sur sa fortune, mais aussi sur celle du propriétaire. Dans l'intervalle en effet qui sépare le commencement de l'usufruit du jour de l'émission de l'obligation, des retenues ont été opérées également : en s'accumulant elles ont, elles aussi, contri-

bué à alimenter le fonds commun d'où sortent la prime et le lot. Est-il juste qu'un bénéfice qui résulte des sacrifices faits par deux personnes appartienne à une seule d'entre elles? Evidemment non. Le système proposé n'est donc pas pleinement satisfaisant.

Faut-il alors rejeter dans la solution opposée, et comme l'ont décidé quelques tribunaux (Lyon, 29 mai 1884, Sirey, 85.2.79; Château-Thierry, 20 décembre 1882; Sirey, 84.2.103; Villefranche-sur-Saône, 8 décembre 1882; Sirey, 83.2.163) et un auteur (Laurent, t. VI, n° 427), assimiler la prime ou le lot à un *damnum fortunæ*, à un trésor? Nous ne le pensons pas. On tomberait ainsi dans le défaut contraire à celui que nous reprochions au système précédent. On attribuerait à une seule personne, au propriétaire, un avantage pécuniaire qui a été formé par des prélèvements exercés en partie sur le patrimoine de l'usufruitier.

La meilleure solution nous paraîtrait résider dans la doctrine intermédiaire consacrée le 14 mars 1877 (Sirey, 78.1.5, avec une note de Labbé) par la Cour de cassation, suivant laquelle la prime ou le lot appartiendraient au propriétaire de la créance pour la nue propriété, et à l'usufruitier pour la jouissance. La diminution de revenus, qui est le prix des avantages attachés à la possession de l'obligation, est le plus souvent supportée à la fois par les titulaires de la créance avant la constitution ou après l'extinction de l'usufruit, et par l'usufruitier. Essayer d'établir un décompte en-

tre ces diverses personnes lors du paiement du lot ou de la prime serait s'engager dans mille complications. Mieux vaut traiter ces avantages comme on traite les accroissements ordinaires du capital et les attribuer pour la propriété au nu propriétaire, pour la jouissance à l'usufruitier.

§ 2. — L'usufruit des actions ou des parts d'intérêt dans les sociétés minières.

Nous n'avons pas à rappeler ici les caractères bien connus de l'action ou de la part d'intérêt. Ces titres donnent en principe droit non à un revenu déterminé ou intérêt, mais à un profit aléatoire et indéterminé, à une fraction des bénéfices ou dividende. Ce droit ou dividende sur la nature duquel il n'y a pas davantage lieu d'insister se transforme au moment de la dissolution de la société en un droit sur la propriété des choses comprises dans le patrimoine social.

Tout peut se résumer dans la formule suivante : l'usufruitier a le droit de percevoir les dividendes, mais il n'a que ce droit, car il n'est pas propriétaire du titre.

Il a le droit de percevoir les dividendes sur présentation du titre nominatif ou au porteur. Ces dividendes sont assimilés aux fruits civils, ils s'acquièrent donc jour par jour et les règles de droit commun des fruits civils leur sont applicables. L'usufruitier qui, notamment, touche des coupons au commencement de l'usufruit devra restituer au nu propriétaire la partie de leur

valeur afférente au laps de temps écoulé avant l'ouverture de son droit.

Lorsque l'action est remboursée, l'usufruitier a-t-il le droit de se faire verser par l'établissement débiteur le montant du remboursement sans le concours, ou malgré l'opposition du débiteur ? Nous avons déjà examiné cette délicate question à propos des obligations : nous n'y revenons donc pas. Nous nous contentons de renvoyer en faveur de l'affirmative au livre de M. Buchère sur les *Valeurs mobilières* (n° 441) et en faveur de la négative au *Traité des titres au porteur* par M. Wahl (t. II, n° 1158).

Les mêmes difficultés que nous avons rencontrées en ce qui concerne l'attribution des lois et des primes se présentent encore ici. Il est inutile d'insister.

Mais voici une question plus particulière à l'usufruitier porteur d'actions.

Ayant le droit de toucher des dividendes, il aurait grand intérêt à siéger et voter aux assemblées générales de la société où leur quantum est fixé. Ce serait une garantie précieuse, un moyen d'assurer le respect de ses droits. Cette prérogative doit-elle lui être reconnue ? La difficulté vient de ce qu'un même titre ne saurait conférer le droit de vote à plus d'une personne (Aix, 20 janvier 1880, *Journal des sociétés*, 1881, p. 128).

La question est donc de savoir, dans notre hypothèse, s'il doit être attribué au nu propriétaire ou à l'usufruitier. D'abord on admet que les deux ayants droit peu-

vent librement régler entre eux ce point. Mais, à défaut de convention de ce genre, quelle est celle des deux personnes que devra convoquer la société ? MM. Houpin (*Traité des sociétés*, t. I, n° 489) et Vavasseur (n° 904) estiment que la convocation doit être adressée aux deux intéressés qui, ainsi mis en demeure de s'entendre sur la nécessité de se faire représenter par l'un deux ou par un mandataire commun, seront exclus de l'assemblée, mais ne pourront se plaindre de l'être, s'ils n'arrivent pas à un accord.

Telle n'est pas la solution adoptée par la jurisprudence (Alger, 17 novembre 1884, *Journal des sociétés* ; Lyon, 21 novembre 1894 rapporté dans le *Supplément au Répertoire* de Dalloz, V° *Sociétés*, n° 1655, p. 565, note). Elle attribue le droit de vote au propriétaire des actions. C'est aussi au propriétaire que M. Wahl (t. II, n° 1160), MM. Lyon-Caen et Renault (*Traité de droit commercial*, t. II, n° 845) donnent la préférence. Pour être admis en effet, aux assemblées générales avec droit de vote, il faut être actionnaire. Or, l'usufruitier d'une action n'est pas actionnaire, puisqu'il n'est pas propriétaire de l'action. Il n'en serait différemment que lorsqu'il s'agit d'actions au porteur. Alors, en effet, et par suite de la forme même de ces titres en qui le droit aux dividendes se matérialise tout entier, le détenteur — ici l'usufruitier — se trouve placé dans la situation du propriétaire : seul il peut effectuer le dépôt des titres, seul donc il aura qualité pour entrer à l'assemblée et

profiter du droit de délibération qui leur est attaché.

L'usufruitier a donc le droit de toucher les dividendes pendant la durée de l'usufruit. Nous avons ajouté qu'il n'a que ce droit.

De là il suit qu'il ne peut prétendre toucher tout ou partie des bénéfices retenus, conformément aux prescriptions statutaires, en vue du fonds de réserve ou d'améliorations à réaliser.

De là il suit encore qu'il ne peut faire aucun acte de propriétaire, par exemple engager ou aliéner les titres dont il a la jouissance, à moins d'avoir le consentement du nu propriétaire. Les valeurs mobilières, en effet, ne sont pas des choses fongibles. Les titres au porteur eux-mêmes sont individualisés par le numéro qu'ils portent. L'usufruitier, en fait, peut sans doute les aliéner, mais s'il viole ainsi ses obligations, et se place dans l'impossibilité de restituer les titres *in specie* au nu propriétaire, celui-ci pourra demander compte de cette infraction. Il pourra réclamer d'abord la valeur du titre prise à la date où la restitution devait en être opérée ; il pourra ensuite réclamer des dommages et intérêts fondés sur ce que cette restitution qui devait être faite en nature a lieu en argent.

De ce que l'usufruitier n'est pas propriétaire du titre, il suit encore qu'un dessaisissement provisoire pourra lui être imposé lorsque l'intérêt du nu propriétaire le réclame ; par exemple, au cas de transmission d'un titre de rente de l'Etat opérée par celui-ci au profit d'un tiers ;

l'usufruitier devra remettre le titre, sur récépissé, au Trésor, afin d'en permettre le transfert pour la nue propriété au nouveau cessionnaire (Trib. civ. de la Seine, 2 mars 1892, *Le Droit* du 25 mars 1892).

Enfin de ce que l'usufruitier n'est pas propriétaire du titre il résulte aussi qu'il lui est interdit de convertir, de sa propre autorité, les titres nominatifs en titres au porteur. Cette doctrine, contestée un moment, a été placée hors de toute controverse par l'article 10 de la loi du 27 février 1880 d'après lequel « la conversion de tous titres nominatifs en titres au porteur est soumise aux mêmes conditions et formalités que l'aliénation de ces titres ».

A l'inverse, il nous paraît logique de décider que si les titres sont au porteur, le nu propriétaire ne peut en principe exiger leur conversion en titres nominatifs. Telle est l'opinion dominante en jurisprudence (voir *Supplément au Répertoire* de Dalloz, V° *Usufruit*, n° 197). Elle se fonde sur le principe que l'usufruitier a le droit d'user et de jouir comme le propriétaire. Cette règle serait violée s'il était permis de lui imposer une nouvelle forme de titre : l'exercice et le mode de sa jouissance seraient modifiés.

Le nu propriétaire sera-t-il pour cela dépourvu de moyens de garantir ses droits vis-à-vis de l'usufruitier des titres au porteur ? Non, pas complètement. Le nu propriétaire possède d'abord les garanties de droit commun, c'est-à-dire l'inventaire et la caution.

En vertu de son droit de requérir l'inventaire au début de l'usufruit, le nu propriétaire pourra exiger qu'on lui fasse connaître les numéros des titres au porteur soumis à l'usufruit. Ainsi il pourra s'assurer si les valeurs qu'on lui restitue à la fin de l'usufruit sont bien celles qui avaient été remises au titulaire du droit. Mais on se demande si l'usufruitier devra se prêter à la même exigence pour les titres qui lui adviennent au cours de l'usufruit. Ainsi, par exemple le constituant avait souscrit à une émission et les titres ne sont répartis qu'après son décès : les héritiers du nu propriétaire pourront-ils exiger qu'on leur fasse connaître le numéro des titres ainsi attribués ? Des auteurs le soutiennent (En ce sens de Folleville, *Traité de la possession des meubles et des titres au porteur*, n° 314 ; Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, n° 834). Mais ce droit a été contesté par d'autres (Wahl, *Titres au porteur*, t. II, n° 1154) — à tort suivant nous — car la faculté de requérir inventaire nous paraît, dans l'esprit de la loi, appartenir au nu propriétaire non pas seulement au début de l'usufruit en général, mais aussi toutes les fois que le patrimoine grevé s'accroît d'un bien nouveau. Pour ce bien, en effet, on peut avec exactitude dire que l'usufruit commence : nous sommes alors dans les termes de la loi.

Le nu propriétaire des titres peut donc toujours exiger qu'on lui révèle les numéros qu'ils portent. Quelle sera l'utilité de cette mesure ? Elle permettra au nu propriétaire de réclamer des dommages et intérêts à

l'usufruitier et à sa caution pour le cas où ces titres ne lui seraient pas individuellement restitués.

Certains auteurs ont voulu encore renforcer cette sanction. Suivant eux (de Folleville, *loc. cit.*; Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, n° 272), le nu propriétaire pourrait faire opposition à la négociation des titres au porteur dans les termes de la loi du 16 juin 1872. Mais nous ne croyons pas devoir nous rallier à cette doctrine. Cette loi a pour objet de remédier à la dépossession survenue, elle n'a pas pour but de la prévenir.

Comme elle offre un caractère exceptionnel, elle ne peut donc être étendue en dehors de ses termes. Pour donner au nu propriétaire des garanties complètes contre les aliénations irrégulières des titres par l'usufruitier, il faudrait faire appel au législateur et, comme dans certains pays étrangers, prescrire soit la conversion en titres nominatifs, à peine de déchéance pour l'usufruitier mis en demeure de la faire (art. 498, C. civ. italien), soit le dépôt des titres dans un établissement public de garde (Projet de Code civil allemand, § 1036, al. 1 et 2).

CHAPITRE VII

LES DÉROGATIONS CIVILES A LA PERPÉTUITÉ ET A LA TRANSMISSIBILITÉ DES MINES.

SOMMAIRE. — § 1. — Dérogation à la perpétuité de la propriété minière : le retrait des concessions.

§ 2. — Dérogation à la transmissibilité de la propriété minière : A. — Interdiction de diviser les concessions. B. — Interdiction de réunir les concessions.

Les chapitres précédents ont été consacrés à étudier le droit civil commun dans ses rapports avec la propriété minière.

Notre but est ici d'indiquer les points sur lesquels, toujours en matière civile, et abstraction faite de très nombreuses dérogations administratives ou industrielles, le législateur a apporté des exceptions aux principes généraux.

La propriété minière est perpétuelle et inviolable. Cependant la nécessité a fait admettre une dérogation qui consiste dans la possibilité du retrait des concessions. C'est notre premier paragraphe.

§ 1. — Retrait des concessions.

Parmi les textes qui le gouvernement, la première allu-

sion qui y soit faite se trouve en ces termes dans l'article 49 de la loi de 1810 : « Si l'exploitation est restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs, les préfets, après avoir entendu les propriétaires en rendront compte au ministre de l'intérieur pour y être pourvu ainsi qu'il appartiendra. »

Cet article était conçu d'une façon si énigmatique que beaucoup d'auteurs pensaient qu'il n'attribuait pas à l'administration le droit de prononcer la déchéance du concessionnaire. En tous cas, il ne déterminait pas clairement les cas où l'État avait la faculté ou le devoir d'intervenir. La sphère d'application comme sa sanction restaient donc douteuses. C'est pour éclaircir ces points qu'ont été rendues plusieurs dispositions, édictées soit par la loi du 27 avril 1838, soit par le décret du 23 octobre 1852, soit par la loi du 27 juillet 1880. Ces textes vont nous permettre de fixer les conditions d'exercice et les effets du retrait.

a) Conditions d'exercice du retrait.

Ces conditions sont des conditions de fond et de forme.

Les conditions de forme sont établies par la loi du 27 avril 1838 et consistent principalement dans une mise en demeure du concessionnaire par les soins du préfet, suivie d'une invitation à se mettre en règle dans un certain délai.

Les conditions de fond se résument dans certains actes de négligence, d'incapacité ou de mauvaise foi du concessionnaire. Ils peuvent consister en l'un des quatre faits suivants.

En effet, le retrait est possible d'abord, si le concessionnaire n'exécute pas les travaux prescrits en exécution de l'article 50 de la loi de 1810 tel qu'il a été modifié par la loi du 27 juillet 1880, ou s'il ne paie pas le prix de ces travaux lorsqu'ils ont été exécutés d'office (loi 27 avril 1838, art. 9). Ces travaux sont ceux ordonnés lorsque la sécurité publique est menacée.

Il peut avoir lieu aussi lorsque le concessionnaire refuse d'acquitter des taxes d'intérêt commun relatives à l'assèchement des mines, conformément à l'article 6 de la loi de 1838.

Les réunions des concessions opérées sans l'autorisation du gouvernement « pourront donner lieu au retrait de concessions ». Ce sont les termes du décret du 23 octobre 1852 (dont, il est vrai, la légalité est fort discutable) dans son article 2, qui, paraît-il, n'a jamais été appliqué.

Reste l'hypothèse la plus intéressante, celle de l'article 49 de la loi de 1810 (voir art. 10 de la loi de 1838). Le retrait est possible quand l'exploitation est « restreinte ou suspendue de manière à inquiéter la sûreté publique ou les besoins des consommateurs », par exemple quand des accidents tels que des incendies souterrains ou des éboulements sont à craindre, ou quand les

consommateurs sont menacés de manquer des substances nécessaires aux exigences de la vie économique.

Ce dernier point reste encore obscur. Une interruption quelconque diminue les stocks échangeables, tend à faire hausser les prix et à gêner le public : l'État pourrait-il intervenir ?

L'excès des prix des substances soumises à une exploitation continue et régulière porte atteinte aussi aux intérêts des consommateurs. L'administration aura-t-elle le droit de réglementer la vente des matières extraites, ou du moins de contraindre un concessionnaire à livrer aux acheteurs le produit de ses houillères à des conditions égales ?

D'une façon générale, c'est par la négative que l'administration elle-même a répondu aux deux questions. Tous ses pouvoirs se réduisent à prononcer la déchéance : 1° des concessionnaires qui ont abandonné leurs mines (Cassation, 17 mars 1873, Dalloz, 73.1.471 ; Sirey, 73.1.170) ; 2° des concessionnaires qui, après les mises en demeure qui leur sont adressées, n'ont pas repris dans le délai prescrit, lequel est généralement de deux mois, les travaux d'exploitation, sans causes légitimes qui l'expliquent et le justifient (Décret du Conseil d'État du 28 juillet 1852).

β) Effets du retrait.

Quand il est devenu définitif, la mine est mise en adjudication par voie administrative.

S'il ne se présente pas d'adjudicataire (art. 6, § 7, loi de 1838) la mine ne redevient pas *res nullius*, comme, d'après certains, au cas de renonciation du concessionnaire ; elle « reste à la disposition du domaine, libre de toutes charges provenant soit du concessionnaire déchu », soit d'un créancier quelconque de la mine. Comment expliquer cela ? Peut-être ne faut-il voir dans la solution de la loi qu'une application de l'article 1184 du Code civil. Le retrait opérerait comme une condition résolutoire : il n'a lieu en effet que lorsque les conditions expresses ou tacites de la concession n'ont pas été observées. Seulement il faut noter cette différence entre les deux cas : le concessionnaire ne peut exiger de l'État une restitution de prix, puisque lui-même n'en a pas fourni, puisque la concession a été gratuite.

Nous avons passé en revue les conditions et les effets du retrait. Est-il maintenant, après les explications déjà fournies, utile d'insister sur son fondement ? Il se justifie par les dangers qu'entraîne l'exploitation des mines et surtout par l'utilité toute spéciale des substances qu'on en extrait. La sanction ne manque donc pas de caractère pratique. Elle fut exercée sept fois seulement de 1838 à 1891 ; mais depuis elle a reçu des applications plus fréquentes. Le nombre des déchéances prononcées s'est accru beaucoup à la suite de la circulaire du 24 avril 1801. Ainsi, insensiblement se forme une propriété minière domaniale, composée, il

est vrai, en majeure partie, de mines sans grande valeur et depuis longtemps inexploitées.

§ 2. — Dérogations à la transmissibilité de la propriété minière.

α) *Interdiction des morcellements de concessions* (art. 7 § 2, loi de 1810) « sans autorisation préalable du gouvernement donnée dans les mêmes formes que la concession ».

Nous devons nous demander quel est le but de cette interdiction, à quels actes elle s'applique et quelle en est la sanction.

En édictant l'indivisibilité de l'exploitation, le législateur peut se proposer principalement l'un ou l'autre des objets suivants. Il peut d'abord viser, tout en assurant la productivité du gisement par l'unité de direction, à conserver soit au gouvernement, soit au propriétaire du sol les garanties de solvabilité de l'exploitant unique choisi par l'État. La conséquence de ce système serait, semble-t-il, la distinction entre les contrats ayant pour objet la division de la propriété et ceux qui aboutissent à une simple division de la jouissance. Les premiers seraient interdits, les autres autorisés. C'est dans le sens de cette conception que la Cour suprême a, jusqu'à la modification apportée par la loi de 1838, interprété l'article 7 de la loi de 1810.

Mais, en face de cette théorie surgit un système beaucoup plus absolu et qui, soucieux exclusivement de l'exploitation économique des mines, cherche à l'assurer en

interdisant toutes extractions partielles parce que celles-ci, sans l'esprit de coordination qui les domine, risqueraient d'aboutir au gaspillage ou à l'impuissance.

Ici, plus de différence entre le morcellement de la propriété et le morcellement de la jouissance. La même solution s'impose en tous cas : la prohibition, la nullité. C'est ce système que consacre la jurisprudence depuis 1838.

Suivons les deux étapes de l'évolution législative et coutumière dans ses applications diverses.

L'article 7, § 2, ne mentionne expressément que deux conventions contraires à l'unité d'exploitation : c'est la vente par lots et le partage. Mais, en se fondant sur l'intention tacite du législateur, la jurisprudence fit rentrer dans le cercle de la prohibition tous les actes de morcellement (donations, échanges, louage, usufruit d'une partie de la mine).

Il restait à savoir si la division de la jouissance devait être assimilée à la division de la propriété. Sous l'empire de la loi de 1810, la Cour suprême a conclu par la négative. La prohibition est en effet contraire au droit commun. Elle doit être prise au pied de la lettre et restreinte aux termes mêmes qui la fixent. Or, que dit l'article 7, § 2 ? Il défend de partager les concessions. Il n'interdit donc pas les règlements relatifs à la jouissance ou à l'exploitation qu'il plairait aux concessionnaires de conclure entre eux (4 juillet 1833, Sirey, 33. 1. 757). L'amodiation partielle des mines reste, dès lors,

autorisée (Cassation, 20 décembre 1837, Sirey, 1838. 1. 91).

Cette interprétation littérale qu'il était permis de combattre, même sur le terrain des textes, car le mot *partage* est général et s'applique aussi bien au partage de jouissance qu'au partage de propriété, avait le grave défaut de méconnaître la volonté du législateur de 1810 en admettant la validité des divisions de jouissance dont les résultats économiques sont aussi désastreux que les divisions de propriété.

La loi du 27 avril 1838, dans son article 7, porte remède à cet état de choses. Lorsqu'une concession appartiendra à plusieurs personnes, l'administration pourra exiger la justification « qu'il est pourvu, par une convention spéciale, à ce que les travaux d'exploitation « soient soumis à une direction unique et coordonnés « dans un intérêt commun ». Ce sont les termes mêmes de la loi.

En face d'un texte aussi précis, il n'y avait plus qu'à s'incliner et à reconnaître que la mine était indivisible soit dans sa concession, soit dans son exploitation. C'est ce que fit la jurisprudence. Néanmoins il nous paraît curieux de citer une décision (Lyon, 13 mai 1842, Sirey, 42.2.435) évidemment inspirée de l'ancienne législation. Ce document jurisprudentiel porte en effet que le concessionnaire d'une mine peut subroger le propriétaire d'un fonds compris dans les limites de la concession au droit d'exploiter la fraction de la mine qui s'é-

tend sous sa propriété, et que le propriétaire ainsi subrogé peut, à son tour, subroger une autre personne dans les droits cédés par le concessionnaire. Une telle solution est manifestement contraire à la disposition de la loi de 1838. Comment donc l'expliquer ? Aucun interprète ne se pose la question, sans doute parce que personne n'a vu la bizarrerie d'une doctrine en parfaite harmonie avec la jurisprudence primitive de la Cour de cassation mais en évidente contradiction avec les principes nouveaux. La vérité est que nous sommes en présence d'une survivance. Les magistrats de Lyon se sont, pour trancher le procès pendant devant eux, reporté à la loi de 1810 et aux derniers arrêts interprétatifs de la Cour suprême. Aucune nouvelle décision n'étant encore intervenue depuis les arrêts précités de 1833 et de 1837, on a statué comme si la loi de 1838 n'avait apporté aucun changement. On a validé la subrogation partielle au droit d'exploitation parce qu'on l'a considérée comme un partage non de propriété, mais de jouissance et qu'alors les partages de jouissance étaient tenus pour efficaces. Il nous a paru intéressant de mentionner ce curieux phénomène de survivance, sur lequel, à notre connaissance, personne n'avait encore appelé l'attention.

Quoi qu'il en soit, et sous cette réserve, depuis la loi de 1838 les divisions de l'exploitation ont été interdites aussi bien que les divisions de concessions. En 1844 et en 1845, la Cour de cassation (4 janvier 1844, Sirey, 44.

1.723 ; et 26 novembre 1845, Sirey, 46.1.20) fait l'application des dispositions nouvelles aux amodiations et aux cessions d'exploitation portant sur une partie de la mine. Déjà le 27 mars 1843, la Cour suprême (Sirey, 1843.1.299 avait admis le même principe dans une espèce presque identique à celle visée dans la décision de Lyon que nous venons de critiquer. Il s'agissait d'un traité par lequel le propriétaire d'un fonds contenant une mine dépendant d'une concession plus étendue faite par le gouvernement avait acquis du concessionnaire, sans autorisation spéciale le droit d'exploiter partiellement cette mine. Le contrat a été déclaré nul.

Néanmoins, l'interdiction du morcellement trouve ses limites dans les causes mêmes qui l'ont fait admettre. Toutes les fois donc que la cession n'augmente pas la division de l'exploitation, on aboutit à rétablir l'indépendance entre des mines non morcelées se suffisant à elles-mêmes et dont l'administration quoique temporairement réunie sous une direction unique n'empêchait pas chaque concession d'être distincte et de conserver son autonomie, alors l'opération doit être considérée comme licite : elle n'augmente pas le morcellement, dans le premier cas, elle ne le crée pas dans le second.

C'est sous l'empire de ces idées que la Cour de cassation a admis la validité de la cession qu'un concessionnaire faisait à un tiers de son titre de concessionnaire avec ses droits indivis sur l'ensemble du gisement. Cet acte n'aboutit ni à la division de la concession puisqu'il

n'est pas un partage, ni à la division de l'exploitation puisqu'il n'est pas un fractionnement de la jouissance. Voyez l'arrêt du 25 avril 1895 rapporté dans la *Gazette du Palais*, 95.1.782.

Pour des raisons analogues, la jurisprudence décide que les propriétaires par indivis d'une mine comprise dans le périmètre d'une concession peuvent procéder entre eux à la licitation de cette mine pourvu que cette licitation n'entraîne pas le fractionnement de la concession (Cassation, 18 novembre 1867, Sirey, 67.1.419 ; Dalloz, 67.1.450).

La difficulté paraît, au premier abord, plus grande, lorsqu'un concessionnaire qui réunit sous son administration plusieurs concessions distinctes, cède l'une ou quelques-unes de ces concessions. Cependant, dans le cas bien entendu, où cette cession a lieu sans morceler aucune mine, la jurisprudence a toujours considéré l'opération comme échappant à l'interdiction édictée par l'article 7 de la loi de 1810 et par la loi de 1838.

Ainsi il a été jugé que lorsqu'une société s'est constituée pour l'exploitation de plusieurs concessions distinctes, qu'elle a groupées sous sa direction, sans les confondre et en conservant à chacune sa pleine autonomie, l'aliénation faite par cette société d'une ou plusieurs concessions sans l'autorisation du gouvernement ne tombe pas sous la prohibition de l'article 7 de la loi de 1810 défendant les ventes par lots ou les partages sans autorisation préalable (Lyon, 26 mars 1891, Sirey, 92.

2.289 ; Dalloz, 91.2.201). De même, quand deux concessions de mines limitrophes qui faisaient l'objet d'une exploitation simultanée sont adjudgées en deux lots distincts : le fait de détacher de l'une des mines dans le périmètre de laquelle il est situé, un puits d'extraction pour l'adjoindre à l'autre mine, ne constitue pas une opération de morcellement surtout si, avant l'adjudication, ce puits servait déjà, avec l'agrément de l'administration, à l'exploitation de la mine à laquelle il est définitivement adjoint. Cette dernière circonstance prouve qu'en réalité, il n'y a pas eu morcellement. Mais, alors même que l'adjonction d'un puits d'extraction enlevé à une mine pour être attribué à la mine voisine serait considéré comme un morcellement, ce morcellement n'offre aucune importance et le législateur n'avait pas à entraver une opération utile et qui n'aboutit à diviser ni la concession, ni même l'exploitation de chacune des mines. *De minimis non curat pretor.*

Aussi l'arrêt de la Cour de cassation (29 janvier 1866, Sirey, 66. 1. 111 ; Dalloz, 66. 1. 63) renfermant cette décision doit-il être pleinement approuvé.

Nous savons à quels actes s'applique l'interdiction de l'article 7 de la loi de 1810. Examinons quelle sera la sanction applicable lorsque l'autorisation préalable du gouvernement requise pour la division des concessions ou des exploitations n'aura pas été obtenue.

La réponse tient en un mot : la convention est frappée d'une nullité d'ordre publique. Dès lors elle peut être

invoquée par toute personne intéressée à s'en prévaloir; par l'administration, par la partie même qui a violé la loi; elle peut être proposée en tout état de cause, même pour la première fois devant la Cour de cassation; elle atteint toutes les conventions accessoires qui seraient la conséquence ou le complément de l'opération annulée; elle ne peut être couverte ni par la prescription, ni par l'exécution; en un mot, l'article 7 renfermant une prescription fondée sur l'ordre public, tout acte juridique qui l'enfreint ne saurait produire aucun effet.

β) *Deuxième dérogation au principe de la libre transmissibilité de la propriété minière : interdiction de réunir des concessions sans autorisation du gouvernement (décret du 23 octobre 1852).*

La loi de 1810, dans l'opinion la plus généralement admise du moins, s'était montrée favorable à la réunion des concessions. C'est qu'à l'époque où elle fut votée, les sociétés de capitaux n'avaient pas encore pris leur essor: on ne savait pas encore utiliser cet admirable instrument de drainer l'argent. La plupart des exploitations se présentaient sous la forme d'entreprise individuelle. Elles possédaient des ressources médiocres et une faible étendue. C'est pour parer aux inconvénients de la multiplicité, de l'exiguïté et de la pauvreté relative des exploitations que le législateur (art. 31 de la loi de 1810) décide que « plusieurs concessions peuvent être réunies
« entre les mains du même concessionnaire soit comme

« individu, soit comme représentant une compagnie, « mais à la charge de tenir en activité l'exploitation de « chaque concession ».

Sans qu'il fût besoin d'une autorisation du gouvernement, plusieurs concessions pouvaient, par l'effet de la seule volonté des divers titulaires, être réunies sur la tête du même propriétaire (Cassation, 1^{er} juin 1859, Dalloz, 59.1.244 ; Sirey, 61.1.113). Tout récemment, il est vrai, le 20 janvier 1893 (Sirey, 94.3.112 ; Dalloz, 94.3.24) le Conseil d'État a proposé une interprétation différente, suivant laquelle l'article 31, à raison de la place qu'il occupe dans la section relative à l'obtention des concessions, aurait pour but de réserver au gouvernement le droit de se prononcer sur la réunion des exploitations ; et le décret de 1852 dont nous allons parler n'a en rien innové. Mais cette doctrine nous paraît en contradiction avec les termes du texte et l'esprit dans lequel il a été écrit. Nous restons donc attachés à l'interprétation ancienne, et nous allons rechercher maintenant les raisons qui ont fait écarter les principes de la loi de 1810.

Plaçons-nous au milieu du siècle. Une transformation considérable s'était opérée. Sous l'influence, soit de la découverte de la houille utilisée pour la création de la vapeur, soit des changements amenés dans les modes de transport par l'invention des chemins de fer et des bateaux à vapeur, les limites très étroites du marché commercial s'étaient fort élargies. Ce n'était plus seu-

lement pour une localité, pour une province, pour un État, c'était en vue du monde tout entier que la production minière avait lieu. Or, pour parer aux besoins toujours accrus d'une clientèle sans cesse grandissante, il fallait étendre les limites des exploitations anciennes et les transformer en vastes ateliers. De là une tendance à une concentration croissante des concessions. On considéra, dès lors, comme dangereuse cette forme de groupement qui cependant a sa raison d'être puisqu'elle se propose de prévenir l'avilissement des prix résultant de la concurrence internationale, en limitant la production et en l'équilibrant à la consommation.

Deux faits alarmèrent particulièrement l'opinion publique. Ce fut, en 1846, la réunion des trente-deux concessions des mines de houille du département de la Loire au profit d'une société anonyme unique : la Compagnie générale des mines de la Loire ; et ce fut, en 1861, un projet de fusion des mines non seulement d'un même bassin, mais de deux bassins différents.

Telles sont les causes de la proposition de loi présentée à l'assemblée constituante en 1848 et qui n'eut pas de suite ; tel est le fondement du décret du 23 octobre 1852 (Voir Lamé-Fleury, *Journal des Economistes*, 5^e série, t. 36, p. 354). Il défend à « tout concessionnaire de mines, de quelque nature qu'elles soient, de réunir sa ou ses concessions à d'autres concessions de même nature par association ou acquisition, ou de toute autre manière, sans l'autorisation du gouvernement ».

Le décret vise par conséquent l'union de nouvelles concessions à une concession préexistante et ne vise que cela.

Tout groupement autour d'une concession préexistante suppose donc une autorisation, qu'il consiste dans une réunion d'exploitations et de jouissance ou dans une réunion de concessions et de propriété ; qu'il soit volontaire ou forcé ; qu'il soit réalisé par des actes à titre onéreux ou à titre gratuit.

D'ailleurs le gouvernement reçoit, presque tous les ans, des demandes d'autorisations pour la réunion de mines. Lorsque celle-ci paraît être utile à leur bonne exploitation sans risquer de mettre en péril l'approvisionnement du marché, et c'est ce qui arrive le plus souvent, l'administration autorise.

Mais c'est seulement le groupement autour d'une concession préexistante qui suppose une autorisation administrative. En est dès lors affranchi le contrat par lequel une société minière distrait plusieurs de ses concessions pour les céder à une autre société, par exemple à une société d'ouvriers mineurs qui jusque-là n'était titulaire d'aucune concession (Lyon, 26 mars 1891, *Société de Rive de Gier*, Sirey, 92.1.289 ; Dalloz, 91.2.201). Non seulement en effet, le texte du décret est ici inapplicable, mais il en est de même de son esprit. Car le législateur de 1852 a tout simplement voulu, dans l'intérêt même du commerce et de l'industrie, empêcher l'accaparement successif des mines par un seul con-

cessionnaire. Ici le danger n'est pas à craindre, puisque la société, au profit de qui a lieu la concession, est nouvelle et ne possède aucune autre concession. L'opération est donc licite.

Lorsque les actes de réunion ont été opérés en opposition avec le décret de 1852 ; ils seront (nous dit l'article 2) « considérés comme nuls et nonavenus » et pourront donner lieu au retrait des concessions, « sans préjudice des poursuites que les concessionnaires des mines réunies pourraient avoir encourues en vertu des articles 414 et 419 du Code pénal ».

Nous avons toujours raisonné comme si le décret de 1852 avait force de loi. La légalité cependant en a été contestée sous prétexte qu'il a été rendu à un moment où le pouvoir législatif et dictatorial avait cessé d'appartenir au chef de l'État. Mais, comme réponse, il nous suffira d'observer que le décret de 1852 n'a pas été annulé par le Sénat. Or, il résulte de l'article 29 de la Constitution de 1852 que tout acte qui n'est pas annulé par le Sénat est présumé constitutionnel. La pratique s'est toujours ralliée à cette doctrine et se conforme aux prescriptions du décret.

Vu :

Le Président de la thèse,
A. BOISTEL.

Vu :

Le Doyen :
GARSONNET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PRÉFACE	1

CHAPITRE PREMIER.

Le rôle social des mines.

SOMMAIRE. — Causes générales de la différence entre la législation des mines et la législation de la propriété ordinaire. — § 1. — Utilité des mines. Distinction des trois catégories de mines. — α) Mines de matériaux de construction, de fabrication, d'engrais, etc. — β) Mines de métaux. — γ) Mines de houille. — § 2. — Difficultés d'exploitation des mines	3
---	---

CHAPITRE II

Le fondement de la propriété minière.

SOMMAIRE. — § 1. — Premier système : la mine au propriétaire de la surface, ou système de l'accession. — § 2. — Second système : la mine à l'inventeur, ou système de l'occupation. — § 3. — Troisième système : la mine à l'Etat, ou système domanial. — § 4. — Quatrième système : la mine à la personne désignée par l'administration, ou système des concessions régaliennes. — § 5. — Système consacré par la législation française. — Nos lois minières jusqu'à la Révolution. — La loi de 1791. — Le Code civil. — La loi de 1810. . .	11
---	----

CHAPITRE III

De la propriété des mines quand l'usufruit et la nue propriété sont confondus dans les mêmes mains.

SOMMAIRE. — § 1. — Caractères juridiques des mines et de leurs produits ; la mine avant et après sa concession ; les accessoires de la mine ; les actions et obligations minières, la redevance, les matières extraites. — § 2. — Exercice du <i>jus abutendi</i> appartenant au concessionnaire de la mine. — Transferts de propriété. — La prescription, la renonciation, l'hypothèque. — Transfert des titres miniers. — § 3. — Exercice du <i>jus utendi</i> et <i>fruendi</i> , réserve faite de l'usufruit. — Droits de l'usager, du possesseur de bonne foi, du locataire. — Nature et effet du bail des mines. — Servitudes	39
---	----

CHAPITRE IV

L'usufruit ordinaire des mines.

SOMMAIRE. — § 1. — Position de la question : causes de sa difficulté. — Les trois systèmes possibles. — Rome. — L'ancien droit. — § 2. — Le Code civil. — Cas dans lesquels l'usufruitier de la surface a droit aux produits de la mine. — Formes de l'exercice de ce droit. — Obligations et droits spéciaux de l'usufruitier. — § 3. — Changements apportés par la loi de 1810. — Libre transmissibilité de la concession. — Distinction de la mine et de la superficie. — Distinction des mines et des minières ou carrières 71

CHAPITRE V

L'usufruit des mines sous le régime de la communauté.

SOMMAIRE. — § 1. — L'usufruit marital sous le Code civil. — Ressemblances et différences avec l'usufruit au profit d'une personne ordinaire. — § 2. — L'usufruit marital depuis la loi de 1810. — § 3. — Solutions données à la redevance au profit du superficiaire sous le régime de la communauté 94

CHAPITRE VI

L'usufruit des obligations et des actions ou parts minières.

SOMMAIRE. — § 1. — L'usufruit des créances contre les sociétés minières. — Droits de l'usufruitier sur le capital quand la créance devient remboursable. — Droit sur le lot ou la prime. — § 2. — L'usufruit des actions ou parts d'intérêt. — Droits de l'usufruitier et leurs limites. — Garanties du nu propriétaire de titres au porteur. 110

CHAPITRE VII

Les dérogations civiles à la perpétuité et à la transmissibilité des mines.

SOMMAIRE. — § 1. — Dérogation à la perpétuité de la propriété minière : le retrait des concessions. — § 2. — Dérogation à la transmissibilité de la propriété minière. — α) Interdiction de diviser les concessions. — β) Interdiction de réunir les concessions 125

Imp. G. Saint-Aubin et Thevenot. — J. Thevenot, successeur, Saint-Dizier.
